

Le 07 avril 2023

PROCES-VERBAL

du Conseil Municipal du 09 février 2023

de la Ville de Saint-Malo

M. Gilles Lurton :

Bonjour à toutes et à tous, merci beaucoup de votre présence à ce Conseil municipal. Si vous voulez bien, je vais donner la parole au plus jeune d'entre nous, il s'agit de Monsieur Bigaud. Vous avez la parole.

M. Florian Bigaud :

Merci, Monsieur le Maire, je vais donc procéder à l'appel.

M. Gilles Lurton :

Merci, Monsieur Bigaud.

Mesdames et Messieurs, ce soir, nous allons commencer l'examen des délibérations à l'ordre du jour. Je souhaite en votre nom à tous avoir une pensée pour l'ensemble des peuples turcs et syriens qui doivent faire face aux conséquences d'un tremblement de terre dévastateur. D'une durée d'environ 2 minutes, ce tremblement a atteint une amplitude de 7,8 et a provoqué la mort de plus de 17 000 personnes dénombrées à ce jour. Des hommes, des femmes, des enfants ont péri dans ce terrible mouvement de terre. Alors que les services des secours ou tout simplement l'ensemble des citoyens fouillent les décombres, parfois encore 3 jours après le tremblement, une lueur d'espoir de joie en tout cas d'intense émotion surgit par la découverte d'un enfant, d'un homme ou d'une femme encore vivant, coincé sous les décombres. Aujourd'hui, beaucoup de personnes bienveillantes nous sollicitent pour manifester leur solidarité avec les peuples turcs et syriens, comme nous l'avons fait au début de la guerre en Ukraine. Et comme beaucoup de concitoyens de notre territoire continuent de le faire à ce stade, les associations locales et nationales avec lesquelles nous sommes entrés en relation nous ont fait savoir que l'acheminement de matériel ou de denrées est difficile et ils nous demandent de privilégier les dons financiers. Notre collectivité, la Ville de Saint-Malo ne restera pas non plus insensible à ce désastre car nous avons ici à Saint-Malo, toujours su être aux côtés des familles touchées par des séismes ou par d'autres catastrophes meurtrières. Je tenais à le dire en ce début de conseil.

Ce premier conseil municipal de l'année 2023 est aussi pour moi l'occasion d'insister sur

le caractère environnemental des délibérations que nous allons examiner ce soir. Elles sont la concrétisation de nombreuses politiques sur lesquelles nous travaillons depuis le début de ce mandat. Elles sont la concrétisation de nos engagements en matière d'environnement, de lutte pour la protection de la biodiversité. Pour le développement durable, l'amélioration du cadre de vie et la lutte pour le climat. Il s'agit au cours de ce Conseil à la fois d'un règlement local de publicité qui a pour vocation d'aller encore plus loin que les règles qui nous sont imposées nationalement pour encore mieux protéger l'environnement exceptionnel dans lequel nous vivons et améliorer notre cadre de vie tout en supprimant toute pollution visuelle. Grâce à ce plan local de publicité, non seulement nous protégeons nos concitoyens contre les nuisances visuelles, mais également nous visons sur ce sujet aussi, une réduction des consommations énergétiques. Il s'agit aussi de l'adoption d'un plan biodiversité pour lequel notre ville a ses particularités et qui doit nous permettre de composer avec une mosaïque de biotopes et d'espaces protégés qui composent la ville. Il s'agit enfin d'un plan de végétalisation qui vise à créer un environnement sain et apaisé pour les habitants, par l'introduction de la nature en ville mais aussi par la végétalisation des milieux urbains, favorisant ainsi la perméabilité des sols et facilitant l'infiltration des eaux pluviales. Vous verrez au travers de nombreuses délibérations que ces éléments sur l'environnement, sur le développement durable, sur la nature, sur le climat constituent le fil vert de ce Conseil municipal.

Je vais maintenant vous demander si vous avez des observations à faire sur le procès-verbal de la séance du 15 décembre 2022, un procès-verbal très conséquent encore une fois et je remercie les personnes qui ont participé à sa rédaction. Pas d'observation ? Je peux considérer le procès-verbal comme adopté, je vous en remercie.

Vous avez, annexé à votre dossier, le compte rendu des décisions L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, pris en application de la délibération du 10 juillet 2020. Est-ce qu'il y a des observations ou des questions sur ces décisions ? S'il n'y en a pas, je vous remercie.

Vous avez également une information, c'est obligatoire dans votre conseil municipal, sur les indemnités perçues par les élus communaux pour l'année 2022 qui sont retracées dans les tableaux qui vous sont remis dans votre délibération. S'il y a des questions ou des observations, évidemment, je suis prêt à y répondre et je vous remercie.

Nous passons directement à la délibération n° 1 qui est aussi la concrétisation des engagements que nous avons pris en matière de politique de la famille avec la création d'une direction de la famille qui regroupe tous les services destinés à la petite enfance, à l'enfance, à l'adolescence et à la jeunesse, et nous avons donc le transfert de la compétence petite enfance, transfert de la propriété des biens relatifs à cette compétence. Je donne la parole à Nicolas Belloir.

- - - - -

- 1 - Transfert de la compétence "petite enfance" - Transfert de propriété des biens relatifs à cette compétence

M. Belloir rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup Monsieur Belloir. Donc, le guichet unique du service famille est opérationnel depuis le 1 février 2023.

Ce point n'appelle pas d'observations, ni de débat.

- - - - -

M. Gilles Lurton :

Nous avons ensuite une série de garanties d'emprunts pour lesquelles je vais céder pour la première, la présidence pour la nouvelle délibération, numéro 2 à Madame Abadie. Et je vais demander à Mesdames Laude, Tronel, Burgaleta-Bouvier et Monsieur Crance de bien vouloir quitter la salle. Pour la 2^{ème} délibération, Monsieur Crance pourra revenir en salle et présidera la séance et sortiront Monsieur Lurton, Monsieur Besseiche, Mesdames Leprizé, Laude, Tronel et Moreau. Les mêmes personnes resteront dehors pour la délibération n° 4. Je cède donc la présidence à Madame Abadie.

- 2 - Garantie d'un emprunt de 540 584 euros pour La Rance souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Construction de 6 logements collectifs et d'une salle commune à la Résidence Les Buttes

Présidence Mme Abadie.

Mme Chouikha rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observations, ni de débat.

- - - - -

- 3 - Garantie d'un emprunt de 630 000 euros pour Emeraude Habitation souscrit auprès de la Caisse d'Epargne - Réhabilitation de 32 logements collectifs - 9, 11, 13 rue du Revenant

Présidence M. Crance.

Mme Chouikha rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observations, ni de débat.

- - - - -

- 4 - Garantie d'un emprunt de 2 900 000 euros pour Emeraude Habitation souscrit auprès de la Caisse d'Epargne - Réhabilitation de 75 logements situés rue d'Alsace à Saint-Malo

Présidence M. Crance.

Mme Chouikha rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 5 - Protocole transactionnel - Marche de maîtrise d'oeuvre - ZAC de la Houssaye

M. Gilles Lurton :

Avant de donner la parole à Serge Besseiche, je voulais vous rappeler les aspects techniques de ce rapport et tiens à vous présenter l'état d'avancement de ce dossier, et le restituer dans son cadre. Je comprends parfaitement que les personnes qui assistaient à la Commission d'urbanisme ou aux réunions de concertation maîtrisent parfaitement le dossier, mais je pense qu'il est bon que tout le Conseil ait une information sur le stade d'avancement de la zone de la Houssaye. Je vous rappelle que la zone de la Houssaye se situe entre le lotissement de Bonne rencontre au Nord et le rond-point de la Croix Désilles au Sud et que c'est une zone où la municipalité souhaite établir un secteur d'habitat. Ça n'a pas toujours été le cas. A une certaine époque, il était prévu d'y mettre des activités commerciales. Nous souhaitons y établir un secteur d'habitats répondant aux attentes des actifs et des familles à l'entrée de la ville, à la fois proche des établissements universitaires, proche du cinéma et aussi proche du centre-ville de Paramé. Dans la programmation de logements que nous avons sur ces secteurs, la Ville entend privilégier les logements familiaux et envisage notamment principalement la réalisation de bail réel solidaire. Pour ce projet donc, la Ville est accompagnée par un bureau d'études qui est missionné pour réaliser un projet s'intégrant parfaitement dans un environnement de grande qualité. Il faut bien le dire et donc tout sera fait pour respecter cette environnement en tenant compte notamment des trames vertes et des trames bleues. Nous avons mené plusieurs réunions de concertation avec les riverains de ce secteur. Nous avons fait des balades urbaines. Plusieurs ont été organisées sur les secteurs et la méthodologie qui a été mise en place jusqu'à présent, a permis sur ces dossiers une large concertation dans laquelle chacune et chacun ont pu s'exprimer et faire part de leur souhaits d'aménagement en matière d'aménagement de voirie apaisée, de logements pas trop hauts, mais quand même avec des logements privilégiant les appartements plutôt que les maisons d'habitation. , Tout cela est ressorti de la concertation. C'est ce que Serge Besseiche va maintenant vous présenter avec ce protocole transactionnel. Je donne la parole à Serge Besseiche

M. Besseiche rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Madame Beaudout, vous avez la parole.

Mme Sophie Beaudout :

Bonsoir à tous. Je me pose la question de ce qui s'est passé pour que cela se passe dans ce sens-là, c'est-à-dire qu'on étend le périmètre et qu'on engage les dépenses avant de pouvoir rentrer dans le cadre juridique habituel et qu'on en arrive à un protocole ?

M. Gilles Lurton :

Monsieur Besseiche.

M. Serge Besseiche :

Oui, merci. Ce qui s'est passé, donc reprise des missions d'esquisse. Il faut savoir que dans le précédent mandat il y avait un projet d'élaboré, notamment par le transfert du centre commercial Leclerc. Quand la nouvelle municipalité est arrivée, Monsieur Le Maire a souhaité revoir entièrement ce projet, ce qui fait qu'il a fallu reprendre les études d'esquisse, c'est ce que vous avez d'indiqué à travers la mission n° 12. Concernant la mission d'accompagnement à la concertation, comme le Maire l'a souhaité pour l'ensemble de notre action, c'est de pousser la concertation à son maximum et donc, comme le Maire vient de l'indiquer tout à l'heure, nous avons procédé à de nombreuses réunions de concertation à travers des balades, et cetera. Et donc c'est ce qui fait que cette mission n° 7 a été augmentée. Pour être très clair, il aurait fallu la réactivité à l'époque pour faire les avenants, mais avec la commande publique, on ne peut pas faire d'avenant une fois que les travaux ont été réalisés. C'est pour ça qu'on est obligé de passer par un protocole transactionnel.

M. Gilles Lurton :

Madame Beaudout, vous avez la parole.

Madame Beaudout :

Merci, Monsieur le Maire. Pardon, je n'ai peut-être pas été claire dans ma question. Ma question, elle vise à savoir comment se fait-il qu'on se soit laissé prendre de cours plutôt que de décider de suivre la procédure juridique idoine pour ne pas avoir à faire un protocole transactionnel aujourd'hui, c'est-à-dire il y a des règles effectivement, comme vous le dites en termes d'avenants. Qu'est ce qui fait qu'on a décidé qu'on s'affranchissait de ces règles et qu'on finirait sur un protocole plutôt que de faire des avenants en amont ?

M. Gilles Lurton :

Monsieur Besseiche.

M. Serge Besseiche :

Oui, je pense que c'est un problème effectivement d'anticipation, de réactivité pour faire les choses dans le bon sens tout simplement. Voilà ce que ce que je peux dire, tout simplement il n'y a pas eu de volonté manifeste pour faire les choses a posteriori, simplement, à un moment donné, les règles de la commande publique nous imposent de passer justement par ce processus transactionnel, vu qu'on n'a pas fait ça en temps utile, en concomitance ou légèrement avant.

M. Gilles Lurton :

Madame Beaudout

Mme Sophie Beaudout :

Je voulais juste m'assurer que j'ai bien compris, c'est-à-dire que comme l'intention est louable, on se dispense de respecter les règles juridiques.

M. Gilles Lurton :

Pas du tout.

Mme Sophie Beaudout :

Du coup, vous me dites « c'était pour des bonnes raisons, on a dû aller vite, et cetera ». J'entends ça et je ne dis pas que les raisons sont mauvaises. La concertation, c'est une bonne chose. Néanmoins, on évolue dans une société qui est régie par des règles. Je pense qu'on connaît tous ça et ce n'est pas parce que je suis pressée que je me mets en double file sur le passage piéton.

M. Gilles Lurton :

Mais, on est dans les règles, à travers un protocole transactionnel, voilà.

Mme Sophie Beaudout :

On rattrape la bêtise.

M. Gilles Lurton :

Peut-être, mais on est dans les règles. Bon, pas d'autre observation. ,

M. Nicolas Belloir :

Juste pour peut-être répéter ce qui vient d'être dit. Le marché a été notifié en 2019. Sur cette zone-là. Et depuis, la nouvelle municipalité a envisagé les choses de manière différente. Donc, concernant ce marché, il a continué à évoluer et parallèlement, la municipalité a ajusté son action qu'elle souhaitait mener donc avec des esquisses complémentaires et de la concertation qui n'avaient pas été prévues dans le marché initial signé en 2019. Et pour ne pas remettre ce marché en question, pour poursuivre les travaux, les 2 parties ont convenu d'un accord comme ça se fait très régulièrement, puisqu'on ne peut pas revenir antérieurement sur la décision d'un marché et donc c'est un accord transactionnel. C'est le véhicule juridique utilisé qui permet entre les 2 parties de se mettre d'accord sur l'évolution du marché, c'est très fréquent au moment où on a justement des changements de municipalité. Et donc on est dans le strict respect de la procédure juridique au regard du marché, je le rappelle, signé en 2019.

M. Gilles Lurton :

Très bien. Est-ce qu'il y a d'autres observations ? S'il n'y en a pas, je mets aux voix cette délibération. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Pas d'oppositions. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Abstentions de Madame Beaudout, de Madame Le Gagne, de Monsieur Leconte, de Madame Saget, de leur pouvoir pour Monsieur Richard et pour Monsieur Vaury. La délibération est adoptée.

- - - - -

- 6 - Arrêt du Bilan de concertation sur la révision du Règlement Local de Publicité

- 7 - Arrêt du projet du Règlement Local de Publicité

M. Gilles Lurton :

À la délibération n° 6, nous arrivons à l'arrêt du bilan de la concertation sur la révision du règlement local de publicité qui sera suivi par l'arrêt du projet du règlement local de publicité. Vous avez sur vos tables une délibération corrective de celle que vous avez reçue dans la Kbox. Il n'y a pas de différence avec ce que vous avez dans la Kbox si ce n'est la forme de la délibération, le tableau est présenté dans un ordre différent, mais les voies qui limitent la ville sont totalement inchangées. Vous l'avez sur vos tables. Avant de donner la parole à Serge Besseiche pour la présentation de ces 2 délibérations, permettez-moi également quelques propos introductifs sur ce sujet important, comme tous les sujets que nous examinons d'ailleurs.

En premier lieu, je souhaite vous rappeler que lors du Conseil municipal du 8 novembre 2022, nous avons tenu 2 débats, un débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable et un 2^{ème} sur les orientations du règlement local de publicité. L'objectif de ces travaux de ces 2 débats reste bien entendu l'aménagement, le PADD et le règlement local de publicité, c'est de l'aménagement de notre territoire pour demain, c'est l'idée de faire de Saint-Malo une ville apaisée, une ville en harmonie avec son territoire. Depuis le début de ce mandat à la ville de Saint-Malo, je pourrais dire la même chose sur le mandat à Saint-Malo Agglomération, je n'ai eu de cesse d'affirmer notre volonté de nous engager dans la préservation des richesses de notre territoire, des richesses de notre environnement naturel, de notre biodiversité, de notre patrimoine architectural tout près de nous et dans bien d'autres endroits de la ville et de ces paysages extrêmement variés. , C'est pour cela que nous avons placé comme axe prioritaire de notre PADD l'environnement. Vous vous en souvenez ? C'était le débat du 8 novembre 2022. Pour y parvenir, notre première action concrète a été l'élaboration d'une charte de la construction et de l'aménagement durable, document dont nous avons, et nous avons toujours pleinement conscience qu'il n'était pas réglementaire, mais document qui a quand même été signé par la totalité des promoteurs, une trentaine d'aménageurs qui interviennent sur notre ville et qui de fait, ont accepté d'adhérer à ce document. Il sert aujourd'hui de base à toutes les présentations de projets qui nous sont adressées et tout projet d'aménagement doit prendre en compte l'environnement dans lequel nous vivons mais également les habitants, par une politique de concertation que nous voulons absolument mettre en place pour tout projet qui nous est présenté. Cette volonté, elle sera évidemment traduite également dans le cadre du plan local d'urbanisme. C'est aussi dans la continuité de ces actions sur l'environnement que nous travaillons depuis 2 ans et demi, plus que ça puisque la municipalité précédente y travaillait déjà également, sur le règlement local de publicité en fixant les mêmes priorités en matière d'environnement et en matière de paysage. Pour bien restituer le contexte que Serge Besseiche va nous présenter d'ici quelques instants, je rappelle que la Ville de Saint-Malo avait adopté en 1996 un règlement local de publicité plus restrictif que le règlement national, comme nous voulons que celui-ci soit également, et qui a permis à notre ville de préserver une identité qui lui est propre. Pour le règlement local de publicité que nous allons vous proposer ce soir, nous avons établi un diagnostic préalable, évidemment à la préparation du règlement local de publicité et ce diagnostic, il nous a montré que le règlement local de publicité de 1996 avait déjà bien protégé notre ville contre l'invasion de publicités intempestives que nous n'aurions pas souhaité. En 2021, le règlement local de publicité de 1996 est devenu caduc. Et donc, c'est le règlement national qui s'applique et il est urgent pour nous de fixer de nouveaux objectifs en matière de

protection de l'environnement de notre ville. Parmi les choix réalisés, on peut noter particulièrement la limitation des nuisances nocturnes ou les mesures visant à limiter l'impact visuel des publicités, ceux des enseignes ou des pré-enseignes.

Je donne donc maintenant la parole à Serge Besseiche pour nous présenter ces deux délibérations. Et il va s'appuyer pour cela sur un diaporama qui va vous permettre d'éclaircir un petit peu ce dossier qui n'est pas facile parce qu'il comprend de multiples situations sur lesquelles il nous faut veiller, mais qui vous dira complètement les orientations que nous vous proposons de prendre. Je précise également que ce soir nous arrêtons le bilan de la concertation et le projet de règlement local de publicité. Il sera ensuite soumis à concertation des personnes publiques associées et réadopté par le Conseil municipal d'ici quelques mois, quand nous aurons le compte-rendu de la concertation. Serge Besseiche, tu as la parole.

Présentation Power Point

M. Besseiche rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Est-ce qu'il y a des observations ? Madame Beaudout.

Mme Sophie Beaudout :

J'entendais l'interdiction des enseignes numériques, c'est toutes zones confondues ?

M. Jean-Virgile Crance :

Oui, a priori, c'est oui, sauf la médiathèque, grande passerelle qui a été indiquée dans la présentation mais le reste, en effet, n'est plus autorisé.

Mme Sophie Beaudout :

Sauf en vitrine.

M. Jean-Virgile Crance :

On parle des enseignes numériques extérieures. Il y a une tolérance sur le numérique intérieur, des vitrines, en particulier les agents immobiliers qui aujourd'hui ont fait beaucoup évoluer leurs vitrines, ce qui est plutôt d'ailleurs qualitatif. Mais du coup, il y a une tolérance quand c'est intérieur.

M. Serge Besseiche :

Alors ce qu'on peut vous dire donc dans les vitrines, en zone 1 et 2, je ne vais peut-être pas vous les redéfinir, mais les publicités numériques sont autorisées avec une surface cumulée maximum de 1 m³. Les règles d'extinction nocturne restent et dans les vitrines en zone 3, les publicités numériques, sont autorisées pour une surface cumulée maximum de 4 m². Donc la zone 3, ce sont les zones d'activité, d'activité économique et/ou commerciale et donc les zones 1 et 2, c'est les secteurs de protection patrimoniaux ainsi que les secteurs résidentiels et mixtes.

M. Jacques Hardoin :

Oui, je pense que l'on peut se féliciter que notre conseil propose un règlement local de publicité qui est animé par un vrai souci de préserver l'environnement de notre ville, tout en acceptant évidemment un certain nombre de choses. Moi, je m'intéressais

surtout à l'axe 5, c'est celui qui dit encadrer le développement et l'impact des nouvelles technologies d'affichage et techniques de publicité suite à la question de Madame Beaudout et aux réponses qui ont été faites. Je crois, qu'on peut se féliciter de ça, parce qu'il serait effectivement fort dommageable qu'on laisse s'installer des pratiques d'affichage publicitaires dans des vitrines dans des formats qui sont totalement aberrants. J'ai quelques exemples en tête, qui me paraissent véritablement un vrai problème d'agressivité commerciale et également un problème pour la préservation de la biodiversité et les questions concernant la paisibilité de la nuit donc ça je crois que c'est vraiment un bon, un bon sujet, un bon travail et je me félicite qu'il nous soit proposé aujourd'hui.

Mme Sophie Beaudout :

Cela me fait venir une autre question. Les obligations d'extinction, c'est aussi pour les affichages en vitrine ou pas ?

M. Gilles Lurton :

Oui.

Mme Sophie Beaudout :

OK, d'accord. Comme Monsieur Hardoin se félicitait de limiter l'impact en limitant la taille des supports numériques, pour moi, on est quand même aussi soumis à l'obligation d'extinction 23h/ 7h si j'ai bien retenu les chiffres ?

Mme Florence Abadie :

Juste pour information, on travaille déjà depuis fin 2022 avec la police municipale pour recenser tous les commerces qui ne respecteraient déjà pas la législation au niveau national. Donc on a fait un recensement de toutes les enseignes qui sont allumées en dehors des horaires autorisés pour leur distribuer actuellement un courrier de sensibilisation de manière à leur demander de mettre en place les mesures nécessaires pour respecter cette législation en vigueur. Donc on a commencé déjà ce travail sur le terrain avec la police municipale.

M. Johann Leconte :

Et du coup, est-ce qu'il serait possible d'avoir un ordre de grandeur des chiffres de cet état des lieux qui est en train d'être fait avec la police municipale pour juste pour avoir une idée du désordre éventuel ?

Mme Florence Abadie :

Désordre, c'est beaucoup dire, mais cela fait 90 à peu près de commerçants ou entreprises qui avaient des locaux allumés la nuit.

M. Gilles Lurton :

M. Crance veut prendre la parole.

M. Jean-Virgile Crance :

Oui, alors je vais dire, avec un petit sourire en coin, vous me l'autorisez, mais en effet, désordre très sûrement peut être abusé, d'autant que vous pourrez transmettre à votre collègue qui est absent, Monsieur Richard, qu'il peut aussi éteindre ses enseignes. Ça permettrait de répondre en effet à cette démarche qui est entreprise. Merci.

Mme Anne Le Gagne :

Là vraiment Monsieur Crance, je pense que vous avez manqué d'élégance. Je suis désolée pour vous. Écoutez, adressez-vous à lui directement, envoyez-lui un petit SMS, Monsieur le Maire peut l'appeler en lui disant. Écoutez, il faut qu'on soit effectivement tous dans cette salle, assez exemplaires sur nos pratiques. Monsieur Kinié, est-ce qu'on peut éventuellement s'exprimer sans que vous nous coupiez la parole systématiquement ? Je vous remercie.

M. Gilles Lurton :

Mme Le Gagne, vous avez la parole.

Mme Anne Le Gagne :

Voilà, c'est simplement pour dire à M. Crance, s'il a des choses à dire à M. Richard sur ses pratiques professionnelles, il lui les dit directement, ou si Monsieur le Maire a à dire quelque chose à Monsieur Richard, il lui dit directement, voilà. Je pense qu'il faudrait qu'on soit absolument tous exemplaires dans cette salle pour regarder la présence de la paille dans l'œil du voisin.

M. Serge Besseiche :

Je veux juste apporter un complément, pour la mise en conformité, ça ne va pas se faire tout de suite. Je disais que pour la mise en conformité par rapport aux règles, les professionnels ont jusqu'à 6 ans pour les enseignes numériques et jusqu'à 2 ans pour les publicités numériques.

M. Gilles Lurton :

. Donc sur l'arrêt du bilan, de la concertation, est-ce qu'il y a des votes contre ? Est-ce qu'il y a des abstentions ? Il n'y en a pas. L'arrêt du bilan est donc adopté.
Sur l'arrêt du projet de règlement local de publicité. Est-ce qu'il y a des votes contre ? Est-ce qu'il y a des abstentions ? Il n'y en a pas. La délibération est adoptée et je vous en remercie.

- - - - -

- 8 - Avis du Conseil Municipal sur l'arrêt du projet de 3ème Programme Local de l'Habitat (PLH) de Saint-Malo Agglomération

M. Gilles Lurton :

A la délibération n° 8, nous avons un avis à rendre sur le projet du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat de Saint-Malo Agglomération. Comme pour le règlement local de publicité, les communes actuellement rendent leur avis de l'enquête publique, consultation des personnes publiques associées et le programme local de l'habitat sera définitivement adopté ultérieurement quand tous les avis auront été rendus.

Je vais, si vous voulez bien, rapporter cette délibération qui est une délibération extrêmement importante pour notre ville comme pour toutes les communes de l'agglomération. Donc conformément au code de la construction et de l'habitation, l'ensemble des communes du territoire de Saint-Malo Agglomération, les 18 communes doivent donner un avis sur le projet de programme local de l'habitat arrêté par Saint-Malo Agglomération lors du Conseil communautaire du 8 décembre 2022. D'emblée, je vous rappelle que, comme cela a été présenté lors du Conseil communautaire au mois de décembre dernier, ce 3^{ème} Programme Local de l'Habitat affirme une volonté de soutenir la vocation résidentielle de notre territoire, c'est-à-dire la réalisation de logements accessibles à toutes les catégories de population qui vivent et qui travaillent sur notre territoire. Le plan local de l'habitat retient en conséquence une orientation principale de réalisation de logements accessibles par l'intermédiaire du bail réel solidaire, que pour ce qui nous concerne, nous entendons largement développer à Saint-Malo, dans tous les projets de construction. Je rappelle que 35 logements bail réel solidaire seront livrés à Tréhouard dans les semaines à venir, ultérieurement, 69 logements bail réel solidaire au sein de l'Ecoquartier de Lorette. En tout, ce sont actuellement, je dis bien aujourd'hui, 269 baux réels solidaires qui sont d'ores et déjà programmés à Saint-Malo avec comme objectif d'atteindre 580 minimum dans les 5 ans à venir, au fur et à mesure que les programmes nous sont présentés. Je veux souligner et ça a été aussi l'avis de la commission d'urbanisme qui a été consultée sur ce dossier qu'à travers ce plan local de l'habitat, la Ville de Saint-Malo assume pleinement son rôle de ville centre avec une part importante de son parc en logements locatifs sociaux, près de 30 % de logements locatifs sociaux à Saint-Malo, largement au-dessus de ce qu'impose la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 et que ce choix, qui est une politique volontariste en matière de logements locatifs sociaux que nous poursuivons, il marque donc une volonté politique forte de conserver une mixité sociale qui pour nous est la base d'une ville attractive et vivante. Ainsi, nous poursuivons donc cette volonté de réaliser à la fois des logements locatifs sociaux dans tous les programmes de construction. Chaque fois qu'un programme de construction nous est présenté au-dessus d'un seuil minimum de logements, évidemment, nous imposons des logements locatifs sociaux. C'est dans la charte de la construction et de l'aménagement durable que les promoteurs, en signant cette charte, s'engageaient à réaliser ces logements locatifs sociaux dans les constructions qu'ils prévoient de faire. Ces mêmes quantités vous seront soumises à nouveau pour être inscrites ensuite dans le cadre du plan local d'urbanisme de la Ville de Saint-Malo. Actuellement dans le cadre du plan local d'urbanisme de Saint-Malo, il n'y a pas de pourcentage de logements locatifs sociaux d'inscrits. Nous avons cette volonté de les inscrire. Ce choix, il marque aussi une forte volonté d'inverser la tendance des transactions immobilières qui se font actuellement à Saint-Malo, qui se font déjà depuis plusieurs mois, voire années, à Saint-Malo et qui vise à voir augmenter la part des logements mis en vente vendus en résidence secondaire. Nous y parviendrons à diminuer cette mutation des logements en résidence secondaire, nous y parviendrons par l'arrêt à la fois de la réalisation de logements locatifs sociaux, mais par, je vous le disais, la diminution du prix du mètre carré sur l'accession sociale à la propriété par la réalisation de logements bail réel solidaire (BRS), outil qui n'existe pas depuis très longtemps, mais que nous pensons maîtriser pleinement aujourd'hui avec les organismes qui nous accompagnent, avec le Foncier Coopératif Malouin, avec l'Office foncier solidaire qui a été créé par Émeraude habitation, avec l'Office foncier solidaire qui a été créé par la Société La Rance. Nous pensons aussi, et je l'affirme très clairement aujourd'hui, que la politique que nous avons choisie au début de ce mandat, de

limitation du nombre de logements loués en courte durée, loués à la nuit par quartier, dans différents secteurs INSEE de la Ville de Saint-Malo, les quotas que nous avons fixés commencent à porter leurs fruits et nous voyons que dans les listes d'attente de personnes qui voulaient auparavant être inscrites en changement d'usage, ces listes d'attente diminuent. Nous pensons qu'un certain nombre de ces logements sont actuellement soit remis en location permanente, ce qui est quand même l'objectif recherché, soit remis à la vente. Et c'est vrai qu'aujourd'hui, trop de communes littorales voient un déséquilibre s'installer entre l'explosion des résidences secondaires et la diminution de l'habitat permanent. Ce choix, il n'est pas facile, je ne vais pas vous mentir, il n'est pas facile et il implique pour la Ville de Saint-Malo un taux comme pour les autres villes d'ailleurs, je pourrais parler aussi bien des autres communes, il implique un taux de construction minimal important pour lequel nous mettons actuellement tout en œuvre dans le cadre de la préparation du PLU pour être au rendez-vous. Je dois dire, dans le cadre de la concertation que nous menons aussi, avec les services de l'État, parce que parallèlement à la réalisation du PLU, évidemment, nous travaillons en concertation avec les personnes publiques associées pour parvenir à un document dont nous espérons qu'il soit le plus fiable possible au moment de son arrêt, je ne dis pas de son adoption définitive, après nous reverrons après la consultation. C'est donc dans ce sens que la Ville continuera à être exigeante avec les aménageurs mais aussi avec les bailleurs sociaux qui le savent, via la Charte de la construction et de l'aménagement local. Le programme local de l'habitat que nous vous proposons, qui vous est proposé par Saint-Malo Agglomération et qui a été adopté en Conseil communautaire au mois de décembre dernier, il vise à la production d'environ 5 072 logements sur le territoire de l'agglomération. Je préfère le dire, quand même, 5 072 logements sur 6 ans, soit une moyenne annuelle de 845 logements selon la répartition suivante : 27 % de logements locatif aidé, 28 % d'accession aidé à la propriété dont fait partie le bail réel solidaire évidemment, 45 % d'offres libres, ce qui fait à peu près pour Saint-Malo sur les 6 ans à venir, une production de logements en 6 ans de 3 180 logements sur les 6 ans, ça fait exactement 530 logements par an. Nous avons prévu 500 logements en construction, 30 logements par an en reconversion de logements, c'est-à-dire une personne loue son logement en logement saisonnier, il le transforme en location permanente où il le vend, c'est ce qu'on appelle la reconversion du logement en habitat permanent. Et parmi ces 3 180 logements sur 6 ans, 645 logements composés de logements locatifs sociaux, soit 25 %. C'est le taux fixé par la loi Solidarité Renouvellement Urbain et des logements en accession aidée 775 logements, soit 30 % en accession aidée. Le plan local de l'habitat a sa commune de Saint-Malo, dans la catégorie de pôle urbain. Et parce que nous concentrons une part importante des emplois, que les prix de l'immobilier y sont parmi les plus élevés du territoire, avec le taux d'équipement y est significatif en matière de transport, en matière de services et je dois dire que c'est l'observation qui a été rajoutée par la Commission d'urbanisme dans l'avis que nous vous proposons de rendre ce soir ; que la Commission d'urbanisme a estimé et donc, je vous propose d'intégrer cela à la délibération de ce soir. Nous proposons de préciser que la Ville de Saint-Malo joue pleinement son rôle de ville centre de l'agglomération avec un effort significatif en matière de logement locatif social et d'accession sociale pour accueillir des actifs et des familles sur son territoire plus proche de l'emploi et des équipements. Si cet effort doit être poursuivi sur le long terme, la Ville de Saint-Malo doit également assurer un rôle moteur en matière de programmation de l'offre d'habitat, avec la nécessité de répondre aux publics les plus fragiles et au public spécifique. Je pense aux jeunes actifs, je pense aux seniors, je pense aux étudiants, je pense aux personnes en situation de handicap. Je

pense évidemment aussi aux logements saisonniers pour lesquels nous avons passé une convention à Saint-Malo Agglomération la semaine dernière. C'est sur ces bases, sur ces chiffres en matière de logement mais sur ces orientations pour la construction que je vous propose après avis de la commission d'urbanisme de donner un avis favorable, nonobstant les observations que nous avons faites et que je viens de vous présenter, au plan local de l'habitat proposé par Saint-Malo Agglomération.

Est-ce qu'il y a des questions ou des observations sur cette délibération ? S'il n'y en a pas, je vais la mettre aux voix. Est-ce qu'il y a des oppositions à ce que nous donnions un avis favorable au plan local de l'habitat présenté par Saint-Malo agglomération ? Il n'y a pas d'oppositions. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Il n'y en a pas. La délibération est adoptée.

- - - - -

- 9 - Zone d'Aménagement Concerté du Général de Gaulle - Approbation du bilan de la concertation

- 10 - Zone d'Aménagement Concerté du Général de Gaulle - Approbation du dossier de création de ZAC

M. Gilles Lurton :

Sur la délibération n° 9, nous avons l'approbation du bilan de la concertation sur la Zone d'Aménagement Concerté du Général De Gaulle et avant de donner la parole à Serge Besseiche, je veux quand même rappeler qu'il s'agit d'un projet structurant pour la Ville de Saint-Malo et qui a fait l'objet d'une approbation d'un plan de concertation et à la délibération n° 10, l'approbation d'un projet de création. Cette proposition de création est la suite d'une large concertation auprès des riverains de la Découverte, les associations de quartier, le Conseil citoyen, mais également les chefs d'entreprises à travers leurs organismes représentatifs, je pense à l'ASPREZICA, je pense, à la Chambre de Commerce et d'industrie, je pense à la Fédération française du Bâtiment. Evidemment, tous ces organismes ont été présents aux réunions de concertation que nous avons organisées. Dans l'aménagement de cette zone, nous avons clairement affirmé un objectif, celui de répondre aux exigences de la loi climat et résilience. Ça peut paraître paradoxal quand la loi climat et résilience est difficile à appliquer, mais elle existe et donc nous entendons l'appliquer. Dans le cadre de l'aménagement de cette zone qui actuellement est uniquement une zone d'activité, pour remplir nos obligations en matière de logement, nous avons très clairement affirmé, dans le cadre de la concertation, notre volonté de réaliser aussi sur cette zone d'activité, plus spécifiquement le long de la rocade où la plupart des établissements sont actuellement vendus, nonobstant le Centre Technique Municipal pour lequel nous avons également des projets, nous avons la volonté de réaliser des logements proches, à la fois des commerces et des entreprises et une mixité fonctionnelle regroupant habitat, activités économiques et commerciales. Je vais maintenant laisser la parole à Serge Besseiche pour la présentation des 2 délibérations et ensuite j'ouvrirai le débat puis les mettrai aux voix. Serge Besseiche, tu as la parole.

M. Besseiche rapporte la délibération.

Ces points n'appellent pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 11 - Projet Urbain Partenarial - Secteur Saint-Étienne 2 - Convention de PUP entre la Ville de Saint-Malo et la SNC BATIMALO, pour la réalisation d'un programme de 15 logements individuels dont deux en Bail Réel Solidaire

M. Feige rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

**- 12 - Rue Duparquier, rue René Rosse, Rue Charles Cunat, Rue de la Piperie-
Approbation du transfert d'office dans le domaine public communal**

Mme Renard rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 13 - Secteur Etrier Carrière - Signature de la convention pour la réalisation et la remise d'ouvrages électriques de distribution publique avec ENEDIS

Mme Tronel rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 14 - Rue de l'Etrier - Cession d'une emprise au profit de BATIARMOR dans le cadre d'un projet immobilier

Mme Burgaleta-Bouvier rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 15 - Plateau des Anglais - Cession d'une emprise foncière au profit de M. Pierre GAUTIER

M. Hubert Séné :

Avant d'aborder ces délibérations n° 15-16 et 17, je tenais à vous dire que cette voie verte est vraiment appréciée des riverains. J'ai encore fait une petite balade avec une présidente d'une association locale de l'Espérance qui me dit vraiment le bienfait de cette belle réalisation.

M. Gilles Lurton :

Elle n'est pas finie.

M. Séné rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 16 - Plateau des Anglais - Cession d'une emprise foncière au profit de M. et Mme MORESCHI

M. Séné rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 17 - Plateau des Anglais - Cession d'une emprise foncière au profit de Madame Dominique HAMON

M. Séné rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 18 - Rue des Petits Champs - Cession d'un délaissé communal à Monsieur Yvonnick Martin représentant de la société Martincany

Mme Moreau rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 19 - Rue Duperré - Cession d'une emprise foncière au profit de Mesdames Christine FLECK et Isabelle JAGOU

M. Lemée rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 20 - Convention de servitude pour passage de canalisation électrique souterraine avec ENEDIS - Rue Croix Desilles et rue Henri Lemarié

Mme Tronel rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 21 - Convention de servitude pour passage de canalisation électrique souterraine avec ENEDIS - Rue Claude Bernard

Mme Tronel rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 22 - Convention de mise à disposition de l'hippodrome de Saint-Malo au profit de la Société des Courses de Saint-Malo Côte d'Émeraude - Avenant n° 5

M. Gilles Lurton :

A la délibération numéro 22, nous avons un avenant n° 5 à la convention de mise en à disposition de l'hippodrome de Saint-Malo au profit de la société des Courses de Saint-Malo Côte d'Émeraude. Je vais donc rapporter cette délibération en vous rappelant que la Ville était associée à la société des Courses de Saint-Malo par une convention de 20 années qui a pris fin le 31 décembre 2022. Un travail a été entrepris en amont, en lien avec la Société des Courses pour l'adoption par les 2 parties, la Ville et la Société des Courses d'une nouvelle convention. Mais l'organisation de la Route du Rhum ne nous a pas permis de boucler le travail en temps voulu. C'est pourquoi le 15 décembre dernier, nous vous avons proposé, lors du Conseil municipal, un premier avenant prolongeant la convention jusqu'au 31 mars 2023. Ce délai se révèle cependant insuffisant car pour que la convention puisse être approuvée aujourd'hui par le Conseil municipal, elle aurait dû être prête mi-janvier et entre les périodes des fêtes de fin d'année et du début de l'année, nous n'avons pas réussi à provoquer toutes les rencontres dont nous avons besoin pour parvenir à un accord. En plus, j'ajoute que la Société des Courses s'apprête à changer de Président au printemps prochain et nous souhaitons donc poursuivre les discussions à la fois avec le Bureau actuellement en fonction, mais également avec celui qui prendra ses responsabilités au printemps prochain. Enfin, dernier élément, les échanges que nous avons avec la société des courses font apparaître une interrogation au niveau de la taxe foncière acquittée par la société. Il est apparu que d'autres exploitants d'hippodromes bénéficieraient d'un régime fiscal différent de l'hippodrome de Saint-Malo. Nous avons la volonté de clarifier ce point avec l'État avant d'avancer plus avant dans la rédaction de la nouvelle convention. Donc, afin de se donner le temps nécessaire et de ne pas être obligé de repousser encore une fois l'échéance, nous vous proposons dans cette délibération de signer un avenant avec la Société des Courses de Saint-Malo Côte d'Émeraude, avec un terme au 31 décembre 2023. Est-ce qu'il y a des questions sur cette délibération ? Oui, Madame Le Gagne et Monsieur Leconte ensuite. Madame Le Gagne, vous avez la parole.

Mme Anne Le Gagne :

Merci, Monsieur le Maire, c'était pour connaître un peu les projets que vous pourriez avoir sur l'hippodrome de Saint-Malo ? Il y a à peu près une quinzaine de courses qui se réalisent tous les ans. Je sais que Victor Richard, qui était présent à la Commission, a interrogé sur ce sujet-là, mettant en avant le besoin de surface foncière, en particulier pour les équipements sportifs qui, actuellement sont extrêmement contraints sur Saint-Malo, que ce soit autour des grands projets du football ou du rugby ; ou une hypothèse de la sanctuarisation d'un poumon vert ou éventuellement et ça me permet de faire un pont, sur le besoin d'équipements de santé sur le territoire.

M. Gilles Lurton :

Sur l'hippodrome ?

Mme Anne Le Gagne :

Absolument pas sur l'hippodrome, mais c'était d'avoir votre vision en fait, à la fois sur l'hippodrome et son devenir. Et ensuite, vous interroger, parce que nous n'aurons pas l'occasion autrement, sur l'avenir des établissements de santé sur le territoire.

M. Gilles Lurton :

D'accord, alors sur l'hippodrome de Marville, notre volonté, elle a toujours été très clairement affichée, est de permettre aux différents utilisateurs de cet hippodrome de profiter pleinement de l'hippodrome et d'en ajouter éventuellement d'autres puisque nous considérons qu'il s'agit d'un véritable parc urbain. C'est un bassin de retenue d'eau pluviale, extrêmement important pour le dénoyage de la Ville de Saint-Malo en cas d'inondation, sur lequel se réunissent à la fois des activités de course de chevaux sur les pistes de trot, les pistes de galop, la piste rouge et la piste verte qu'il y a autour des pelouses de l'hippodrome, des activités de rugby que nous sommes en train d'améliorer dans l'attente d'un équipement plus définitif en pleine concertation avec les excellentes équipes de rugby parce que les jeunes en font aussi. Tous les soirs, il y a de l'entraînement et donc aujourd'hui l'ensemble de la surface de l'hippodrome est actuellement occupé, soit par la piste qui l'entoure, soit par les espaces de rugby, soit par les bassins de retenue. Mais nous avons la volonté de créer une liaison verte bien sûr, une voie de circulation douce sur Triquerville puisque nous réalisons actuellement des travaux de réaménagement des boxes qui étaient décidés un peu avant notre arrivée. Je ne suis pas sûr que j'aurais fait comme ça, mais bon, le coup était parti, il fallait les faire, à nous de réaliser des boxes. Donc, nous allons pouvoir reculer un petit peu la haie qui est le long de l'avenue de Triquerville et réaliser une voie douce à double sens avec objectif de l'amener à terme, évidemment, avenue de Marville, vers le skatepark et vers le rond-point Maurice Callame qui est à l'autre bout, mais également vers le lycée Maupertuis et l'actuel bâtiment de l'hôpital de Saint-Malo. L'objectif, c'est de multiplier les circulations douces sur ce secteur et la traversée de l'hippodrome est également une circulation plaisante pour les citoyens de Saint-Malo mais également pour les personnes qui utilisent le parking Paul Féval et qui pourraient être tentées de rejoindre à pied ; alors en vélo, ça va se faire par la voie de circulation douce sur Triquerville, mais également par l'aménagement ultérieur de la rue de la Compagnie des Indes qui est un point de la concertation qui est apparu très clairement sur l'aménagement de ces secteurs ; pouvoir traverser l'hippodrome à pied, aller rejoindre par les abords du nouveau skatepark, le stade de Marville que l'on pourra traverser demain, rejoindre la voie verte qui contournera les immeubles dont les constructions

ont commencé boulevard des Talards, juste en face de la Timac. Cette voie verte longera le stade de Marville jusqu'au rond-point Maurice Callame également et rejoindra les voies de circulation douce qui entourent la médiathèque, l'avenue Louis Martin, le secteur de l'Intra-Muros, et la boucle est bouclée. C'est notre objectif à terme, nous travaillons dans ce sens. Notre volonté est clairement de maintenir la société des courses dans ces lieux. Encore faut-il que l'on trouve un accord sur la convention sur laquelle nous travaillons actuellement et pour laquelle nous vous proposons ce soir de se donner le temps de la travailler avec les bureaux respectifs de la Société des Courses et la Ville de Saint-Malo, mais également avec les services de l'État pour ce qui concerne la taxe foncière, parce que nous avons de réelles interrogations sur ce sujet. Nous avons la volonté de parvenir à une convention qui, évidemment, remplisse pleinement toutes les conditions de l'égalité. Donc, sur l'hippodrome, vous voyez qu'il est extrêmement occupé. Aujourd'hui avec les locaux que nous avons réalisés, les nouveaux boxes à chevaux et les locaux de très grande qualité qui sont réalisés pour l'organisation de courses, je comprendrais mal qu'on envisage d'empêcher les courses sur l'hippodrome et donc la volonté, elle est belle et bien, de permettre à la société des courses de continuer, je l'affirme clairement. Je ne veux surtout pas qu'il y ait de doute là-dessus, de continuer d'exercer ses activités sur l'hippodrome, en pleine coordination avec les joueurs de rugby, parce que je sais qu'il y a des jours où ça frite un petit peu, mais, en pleine coordination avec les joueurs de rugby, en pleine coordination avec tous les passants qui circulent sur ces secteurs extrêmement agréables.

Vous m'interrogez au sujet de cette délibération sur l'avenir des établissements de santé sur notre territoire. C'est un travail que je suis assidûment auprès de l'ARS et c'est un travail sur lequel je pense avoir été à l'origine de beaucoup de choses avec Olivier Vêran à l'époque, lorsque j'étais membre de la commission des affaires sociales. Aujourd'hui, je n'ai pas la volonté de m'exprimer sur ce dossier. Je n'ai pas la volonté de m'exprimer sur ce dossier parce qu'il y a du travail qui se réalise. Et je pense qu'il y a un moment pour la communication, il y a un moment pour le travail. Et je pense que pour le moment pour le travail, il est encore d'actualité aujourd'hui. Mais c'est clair que nous avons besoin d'un établissement de santé, d'un plateau technique territorial sur le territoire de santé n° 6 et je dis bien le territoire de santé n° 6 parce que parfois on pouvait entendre d'autres choses. Nous avons besoin d'un plateau technique territorial sur le territoire de santé n° 6. Le Ségur de la santé nous offre aujourd'hui une opportunité, moi dans les fonctions que j'occupe actuellement, je mets tout en œuvre pour que cette opportunité puisse être réaliste sur les territoires en pleine coordination avec les services de l'État et les services de l'Agence Régionale de Santé. Aujourd'hui, je ne veux pas en dire plus. C'est un dossier difficile, très difficile, sans doute le plus difficile de ce que j'aurai à affronter pendant mon mandat. J'en suis pleinement conscient. J'en mesure toute la difficulté, mais, je peux vous assurer que c'est un dossier qui occupe mes jours et mes nuits. Voilà, mais je ne peux pas vous en dire plus aujourd'hui.

Mme Anne Le Gagne :

Merci, Monsieur le Maire, je ne doutais pas puisqu' à une certaine époque de ma carrière, j'étais venue vous rencontrer à l'Assemblée Nationale sur ce sujet-là et que vous aviez eu une écoute très attentive sur ce projet et que vous aviez effectivement immédiatement pris le projet à bras le corps et je tiens à vous en remercier. Moi, ce que je voudrais simplement vous proposer, c'est qu'on puisse faire un vœu en commun sur effectivement le besoin essentiel de voir aboutir ce projet de plateau technique innovant

pour la santé de l'ensemble des habitants du territoire de santé Rance Emeraude et que ce serait absolument dramatique que ce projet n'aboutisse pas.

M. Gilles Lurton :

Le vœu, il est complètement partagé, je ne peux pas dire mieux.

Mme Anne Le Gagne :

Non mais je pense que c'est important face à un tel sujet, qu'on puisse partager le fait qu'on a la même volonté de voir les uns et les autres aboutir ce projet qui engage l'avenir de l'ensemble du territoire de santé pour les 50 ans qui viennent.

M. Gilles Lurton :

Tout à fait. Monsieur Leconte d'abord et après Madame Beaudout.

M. Johann Leconte :

Merci, Monsieur le Maire, mais en fait, vous avez, en répondant à Madame Le Gagne sur l'hippodrome, répondu à mes interrogations. J'avais cette inquiétude du devenir effectivement de cet espace sur lequel je me suis déjà exprimé, et vous connaissez déjà mon opinion puisque j'ai déjà évoqué le fait de redonner le plein usage de cet espace à l'ensemble des malouins. J'entends qu'il faut peut-être laisser une place aux sociétés de course. J'espère simplement qu'on arrivera à trouver un juste équilibre entre effectivement cette occupation pour l'ensemble des malouins et cette occupation sportive qui ne concerne que finalement 15 courses par an et c'est peut-être quand même dommage que les malouins n'en profitent pas plus mais j'entends qu'il faut prendre le temps.

M. Gilles Lurton :

Alors, ce n'est pas 15 courses, c'est 15 après-midi de course, c'est quand même différent, il y a plusieurs courses dans une après-midi, il y en aura moins, vraisemblablement dans les mois à venir, pas d'après-midi mais de courses. Moi, si vous voulez, Monsieur Leconte, peut-être que c'est un point qui nous différencie totalement. Moi, je pense que cet espace, il doit permettre à tous de profiter de l'espace et de concilier toutes les activités qu'il y a dessus. Aujourd'hui, allez voir sur le terrain, nous avons construit des nouveaux boxes et nous construisons encore des nouveaux boxes. Nous avons construit un salivarium, nous allons construire un local pour les vétérinaires, nous allons refaire complètement les lieux d'accueil des jockeys avec des nouveaux locaux. Tout cela est actuellement en cours de réalisation et demain on me dirait après ces investissements, mais d'une importance considérable, qu'il n'y a plus de course de chevaux sur cet espace ? Alors je me dirais, mais quel gâchis ! Ce qui a généré ces constructions de nouveaux bâtiments, c'est la compensation qu'il a fallu faire à la suite de la destruction des anciens boxes pour mettre les immeubles qui sont actuellement en cours de construction, le long de l'avenue de Marville et la rue de Triquerville. Oui, Madame Beaudout voulait la parole, et je vous redonne la parole après Madame Le Gagne.

Mme Sophie Beaudout :

Merci, Monsieur le Maire. La question portait sur la fiscalité du coût de l'hippodrome que vous évoquiez tout à l'heure, est-ce que c'est une hypothèse de ma part ? Est-ce que

vosre préoccupation porte sur l'application de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou non bâties et pour savoir laquelle est applicable, ou est-ce qu'il s'agit d'un autre sujet sur la fiscalité et enfin, quel serait l'impact sur la commune du régime fiscal de l'hippodrome ?

M. Gilles Lurton :

Il nous est dit que certains hippodromes de France bénéficient d'un remboursement de la taxe foncière. Actuellement, la société des courses paye la taxe foncière totale sur l'ensemble de son espace, qui a beaucoup augmentée, au début, ce n'était pas grand-chose. C'est une application de l'amendement de Jacques Myard. Donc, la taxe foncière, on a ça à éclaircir, les hippodromes de Carhaix bénéficient d'un remboursement de la taxe foncière donc il faut qu'on éclaircisse cela.

Mme Sophie Beaudout :

Est-ce que vous pourriez me répondre du coup, sur le montant que cela représenterait ?

M. Gilles Lurton :

Alors, je ne sais pas parce que c'est un remboursement partiel, c'est ce que je ne sais pas, c'est ce que je veux vérifier actuellement. Je crois que l'hippodrome paie à peu près 35 000 € de taxe foncière aujourd'hui.

M. Gilles Lurton :

C'est payé par l'Hippodrome, par la Société des Courses.

Mme Sophie Beaudout :

Oui. ça veut dire que dans d'autres communes, juste pour que je comprenne bien, les hippodromes sont redevables de la taxe foncière par application du code général des impôts mais sont remboursés par la commune d'une partie ?

M. Gilles Lurton :

Non. On nous dit que les autres hippodromes bénéficient d'un remboursement partiel des services des impôts.

Mme Sophie Beaudout :

Par les impôts ?

M. Gilles Lurton :

Voilà donc il faut qu'on travaille ça. Il faut qu'on voit ça. Je ne sais pas dans quelles conditions donc, c'est ce qu'on est en train de faire. Une autre question ? Oui, Madame Le Gagne.

Mme Anne Le Gagne :

Merci, Monsieur le Maire et effectivement, je pense qu'on ne se rejoindra pas sur le fait d'être amené à pérenniser l'hippodrome de Saint-Malo là où il est, pour 15 après-midi par an. Je m'interroge même, mais effectivement sur ce sujet bien évidemment je suis très attentive au bien-être animal comme certaines de vos adjointes qui le porte haut et

fort. Mais je m'interroge sur le fait de le garder en plein cœur de ville. Quelque chose qui sert 15 après-midi par an alors qu'il y a effectivement des malouins qui ont des projets sportifs et que je ne vois pas l'antinomie. En tous les cas, j'aimerais qu'il y ait une concertation sur ce sujet-là auprès de l'ensemble des malouins pour savoir si les malouins souhaitent que ce soit l'équivalent d'un Central Park ou une autre destination pour cet hippodrome. Je trouve que là on pourrait avoir une formidable concertation avec et pour les malouins.

M. Gilles Lurton :

Ecoutez, c'est un point qui nous différencie. Moi, je pense que la présence de l'hippodrome n'enlève rien aux activités sportives sur l'hippodrome et sur la possibilité pour les malouines et les malouins de profiter de cet environnement exceptionnel qui de toute façon restera un bassin de retenue obligatoire puisque le Routhouan passe à travers l'hippodrome ; restera un bassin de retenue en dehors du stade de rugby, on pourrait mettre des activités de pêche. On a déjà eu, il n'y aura jamais de problème pour faire des activités de bouliste. Je suis prêt à les refaire, s'il le faut et il n'y aura pas de problème pour le faire et la société des courses n'enlève rien à ça. Je vous rappelle quand même que l'entièreté de l'espace est entretenue par la société des courses. Je vous rappelle que la société des courses sur les produits des Jeux rapporte quand même aussi une certaine somme tous les ans à la Ville de Saint-Malo. Moi, je trouve que se priver d'une activité comme celle-là qui attire un certain nombre de personnes, qui fait aussi la renommée de Saint-Malo, qui plaît à certaines personnes, pas à toutes. Je ne vois pas pourquoi je serai le maire qui irait priver les malouines et les malouins de ce type d'équipement mais également les estivants. Voilà, c'est le point de vue que je défends en tout cas. Et c'est un point de différence entre nous qu'il faut bien noter. Alors je mets aux voix cette délibération. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Il n'y a pas d'oppositions. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Madame Beaudout, Madame Le Gagne, Monsieur Leconte, Madame Saget et Messieurs Vauray et Richard. La délibération est adoptée et donc la convention sera prolongée jusqu'au 31 décembre.

- - - - -

- 23 - Approbation d'une convention pour le suivi du littoral de Saint-Malo par des caméras situées sur le site du Palais des Congrès de Saint-Malo

Mme Farcot-Jaffrelot rapporte la délibération.

M. Johann Leconte :

Juste une observation. Je pense que c'est bien de faire cela, mais je renouvelle ce que j'ai dit lors d'un dernier Conseil, l'importance de réaliser rapidement de nouvelles simulations des risques de submersion en prenant en compte les nouvelles prévisions données par le GIEC, des risques de montée des eaux qui sont plutôt à 1,50 m que 60 cm, comme l'ont été les prévisions initiales. Alors je sais que ça coûte de l'argent, je sais que ça n'est pas de la responsabilité directe de la mairie, mais plutôt de l'agglomération, mais néanmoins ça reste un sujet de préoccupation important qu'il faut prendre en compte.

M. Gilles Lurton :

Puisqu'il appartient à l'État d'engager la révision du plan de prévention contre les risques de submersion, révision qui est prévue tous les 10 ans : adoption du plan contre les risques de submersion en 2017, révision en 2027, l'État nous a d'ores et déjà fait

savoir depuis un certain temps qu'il engageait la révision prématurée du plan de prévention contre les risques de submersion marine et croyez-moi ce n'est pas sans conséquence. Donc, je ne peux pas vous dire mieux. C'est en plein travail actuellement, c'est vraiment complètement pris en compte. Voilà, est-ce qu'il y a des oppositions à cette délibération ? Pas d'oppositions, pas d'abstentions, la délibération est adoptée.

- - - - -

Deux délibérations importantes, le plan biodiversité. Je vous en ai parlé en introduction de ce Conseil et le plan végétalisation de la Ville de Saint-Malo. Je laisse la parole à Madame Roche pour le plan biodiversité.

- 24 - Plan biodiversité de la Ville de Saint-Malo

Présentation Power Point

Mme Céline Roche :

Merci Monsieur le Maire. Bonsoir à tous, je voudrais commencer par remercier les services de la Ville de Saint-Malo qui ont travaillé avec conviction et passion pour concevoir ces 2 plans de biodiversité et de végétalisation. C'est un sujet prioritaire, essentiel, transversal et au cœur du projet municipal qui va influencer sur l'ensemble de nos actions durant le mandat et bien plus encore. À l'heure où la planète s'interroge sur son avenir, où l'on prend conscience que la survie de l'espèce humaine ne se fera pas sans modification profonde des comportements au regard de notre environnement, Saint-Malo se doit aussi de faire face aux grands enjeux environnementaux qui se présentent à elle. Parce que rester inactif n'était pas une option, l'équipe municipale a souhaité engager la bataille pour la préservation de la biodiversité, la restaurer quand cela s'avérera nécessaire et la redéployer quand cela sera possible. Ce plan propose donc les solutions qui conviennent sur 2 aspects, l'un concerne la préservation et l'enrichissement de la biodiversité ordinaire ou remarquable, l'autre concerne l'amélioration du cadre de vie des malouins et l'adaptation de la ville aux changements climatiques. Très sensible à cette thématique, c'est donc avec beaucoup d'optimisme que je vous présente, ce plan de biodiversité pour la Ville de Saint-Malo.

La biodiversité, qu'est-ce que c'est ? C'est le tissu vivant de notre planète et cela recouvre l'ensemble des milieux naturels et des formes de vie, ainsi que toutes les relations et interactions qui existent, d'une part entre les organismes vivants eux-mêmes et d'autre part, entre ces organismes et leur milieu de vie. Le plan biodiversité vise donc à renforcer l'utilisation des solutions fondées sur la nature pour contribuer à notre adaptation au changement climatique et favoriser la résilience des territoires. Comme pour le changement climatique, la responsabilité de l'homme dans le déclin de la biodiversité est bien établie par les évaluations récentes des écosystèmes. Cette responsabilité est engagée dans des décisions ou des choix qui peuvent être collectifs ou individuels, qu'ils soient conscients ou non. La nécessité d'agir concerne donc l'ensemble de la société et interpelle autant l'individu que le cadre juridique, économique, politique, socioculturel et technologique. Dans chacune de nos activités, nous interagissons avec les écosystèmes et les autres espèces pour satisfaire nos besoins vitaux, à savoir, se nourrir, se soigner, se loger, se déplacer, travailler, produire ou même se divertir. Par ces interactions, nous bénéficions des ressources naturelles, des services écosystémiques et du non-usage de la nature. Nous perdrons ces bénéfices si nous ne protégeons pas la nature. Pour alimenter et soutenir nos modes de vie du

21^{ème} siècle, nous surexploitions la biocapacité de la terre d'au moins 56 %, selon un rapport de WWF. Pour information, au 28 juillet 2022, c'était le jour de dépassement, l'humanité a consommé la totalité des ressources que la terre peut générer en une année. La localisation géographique et le climat tempéré océanique à Saint-Malo permettent le développement d'écosystèmes variés, terrestres et littoraux, qu'il est essentiel de préserver. Ce patrimoine naturel abrite une faune et une flore riche, ordinaire ou spécifique donc, des milieux riches et diversifiés, le littoral, les bords de Rance, les forêts, les zones humides, les prairies sèches, les jardins et parcs, le milieu agricole, les vergers et les haies bocagères. Parmi le cortège varié d'espèces végétales et animales présentes à Saint-Malo, certaines sont particulièrement remarquables de par leur caractère endémique ou patrimonial. Elles font l'objet de protections particulières et sont repérées, étudiées et suivies afin de garantir leur prospérité. Nous avons des espèces communes et emblématiques, comme le goéland argenté, l'abeille domestique, le hérisson d'Europe ou le crapaud commun, et des espèces remarquables et protégées comme le grand dauphin, le grand rhinolophe, l'orchis géant et les zostères. Mais le constat global au niveau national est alarmant et nous devons réagir localement. Un million d'espèces menacées de disparition sur les 8 millions, une érosion de la biodiversité 100 à 1 000 fois supérieure au taux naturel d'extinction, 75 % des écosystèmes terrestres dégradés, 87 % des zones humides qui ont disparu, 40 % des amphibiens qui ont disparu, 33 % des récifs coralliens disparus aussi, 1/3 des mammifères marins ont disparu et 39 % des espèces terrestres qui ont disparu aussi. Depuis 1970, les animaux sauvages ont décliné de 68 %. La population a diminué de 30 % en 30 ans. La liste est malheureusement très longue. Les causes de l'érosion de la biodiversité sont directement imputables à nos modèles : dégradation des terres, artificialisation des sols, pratiques agricoles intensives et déforestation, changement climatique, pollution et espèces exotiques envahissantes. Une fois qu'on a établi ça, le diagnostic établi pour la Ville a quand même des atouts : on a une mosaïque de biotopes, des espaces protégés, Natura 2000, des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, des sites classés, des sites inscrits et des espèces protégées. Mais nous avons aussi, malheureusement, des faiblesses, des potentiels réservoirs de biodiversité non fonctionnels, on parlait de l'hippodrome tout à l'heure, le Routhouan, des corridors écologiques à conforter et à créer et des éléments fracturant de la trame verte et bleue dû aux infrastructures urbaines des routes, les bâtiments, les sols bitumés, un Routhouan canalisé et contraint, une pression de la densité de la population saisonnière, la luminosité nocturne, on en parlait aussi tout à l'heure, la submersion marine aussi et les ressources en eau. Beaucoup d'actions sont ponctuelles sur la ville de Saint-Malo, mais il y a aujourd'hui nécessité d'une stratégie globale à l'échelle de la ville. L'élaboration du plan de biodiversité a débuté en 2021 avec la mise en place du diagnostic sur Saint-Malo et des principales actions qui étaient menées par les services. Trois ateliers ont eu lieu en 2022 afin de dégager des axes de travail pour écrire un véritable plan d'action. Cela aboutit à ce plan qui comporte donc 2 grandes thématiques, la ville Nature et la ville apaisée. Et ce plan est composé de 11 fiches actions.

La première grande thématique : **Saint-Malo, ville Nature**. Développer les connexions entre la ville et la nature apporte de multiples bénéfices sur le plan écologique en développant la biodiversité sur le territoire, sur le plan environnemental et économique, en adaptant la ville aux effets du réchauffement climatique : îlots de chaleur urbains, gestion des eaux pluviales sur le plan social et sanitaire car il est prouvé que la nature en ville augmente le bien-être des habitants, qu'elle soit sauvage, entretenue et

exploitée. La nature est présente en ville et ne se limite pas aux seuls espaces verts et aux grands parcs urbains. La végétalisation spontanée même dans de tous petits espaces, favorise la biodiversité en développant des micro habitats intéressants pour la petite faune et notamment les insectes. Le maintien de la connectivité entre les habitats à biodiversité est le principal pilier de la trame bleue et de la trame verte. Cette première partie du plan biodiversité de la Ville de Saint-Malo fait état de cette présence de la nature déclinée en 6 fiches. Plusieurs propositions visent à préserver, renforcer, restaurer et même créer de nouveaux éléments.

Afin d'équilibrer les écosystèmes et de maintenir la faune et flore évoluant en ville, la première action est de préserver les réservoirs de biodiversité principaux avec pour objectif d'augmenter la connaissance de la faune et la flore, sensibiliser à la biodiversité, restaurer les zones humides. Nous avons par exemple la restauration écologique du parc du Vau Garni et du cours d'eau. Sur les actions en 2023, nous allons donc inventorier toutes les études faunes et flores et les classer car aujourd'hui en fait il y en a beaucoup mais on ne sait pas les utiliser ni où elles sont. Créer un espace numérique accessible à tous les services répertoriant ces études et lancer un Atlas de la biodiversité intercommunale donc avec Saint-Malo agglomération. Dans l'action 1, il y avait aussi : restaurer les réservoirs de biodiversité secondaire, avec pour objectif de diversifier les habitats, développer la gestion différenciée des espaces verts, lutter contre les espèces exotiques envahissantes. L'hippodrome a donc un fort potentiel écologique mais très contraint par les usages de construction ou usages sportifs. Mais il reste quand même une grande possibilité d'être un futur réservoir de biodiversité actif. En action 2023, il faudra protéger ces espaces dans le futur PLU avec les différents leviers comme par exemple les espaces boisés classés, le code de l'urbanisme qui protège des constructions et les OAP nature en ville.

En action numéro 2, préserver et renforcer les corridors écologiques qui en créent de nouveaux afin de relier les réservoirs de biodiversité, faciliter le déplacement des espèces, renforcer la trame verte et bleue, débitumiser les pieds des arbres, végétaliser les voies vertes, créer des continuités herbacées entre les arbres d'alignement, par exemple, l'intérêt des haies bocagères dans la biodiversité, la protection des cultures et des animaux, le stockage du carbone, la stabilisation et l'enrichissement des sols, régulation des inondations et ça sert aussi de barrière contre les produits sanitaires. Il y aura donc en 2023 la continuité de plantation des haies bocagères avec Breiz Biodiv' pour créer une ceinture périurbaine, les OAP nature en ville avec le nouveau PLU, aménagements et plantations, voie verte du plateau des Anglais qui est très appréciée, comme nous l'a notifié tout à l'heure Hubert Séné, étude préalable du parc Pierre Semard dans la continuité de la voie verte. C'est là d'ailleurs, qu'il y a les bacs à compost à côté du plateau des Anglais. Les ceintures vertes du plan de Végétalisation dont Christophe Bastide vous parlera tout à l'heure sont donc des projets concrets pour renforcer et construire ces continuités écologiques entre les grands réservoirs de biodiversité.

En action n° 3, révéler la richesse du patrimoine naturel avec pour objectif de restaurer les zones humides eutrophisées, de créer un mariage de zone refuge pour la faune, gérer de façon écologique les cimetières et espaces sportifs, sensibiliser et éduquer les usagers à la biodiversité avec par exemple donc la gestion des espaces verts de la ville. Nous avons, pour information, 256 hectares d'espaces verts, soit 3 % de la surface de la

ville, des îlots de parcs, des jardins, des squares disposés en pas japonais, 101 abris à biodiversité installés dans les parcs et jardins en 2021. Pour les actions 2023 : étude sur la restauration écologique des bassins d'eaux pluviales, réflexion sur la thématisation de certains espaces verts et la signalisation des parcs.

En action 4, intégrer la biodiversité dans le patrimoine bâti avec pour objectif l'aménagement des dispositifs d'accueil pour l'afaune et les chiroptères et prendre en compte la biodiversité lors des travaux, végétalisation des murs et des toits quand cela est possible, végétaliser les cours d'école. Exemple, plusieurs espèces ont été observées à la Briantais concernant les chiroptères qui hivernent dans les bâtiments comme le Château et la cidrerie. En action 2023, nous souhaitons une école pilote, en partenariat avec Madame Desquesses, on en a parlé tout à l'heure, pour la création d'une cour végétalisée et des dispositifs éducatifs sur la biodiversité et bien sûr, la poursuite de l'expérimentation « Fleurir ma rue – Année n° 2 ».

En action numéro 5, protéger le littoral et les milieux marins avec pour objectif notamment le complément port propre actif en biodiversité pour le port des Sablons. Développer également des projets de recherche et scientifiques, sensibiliser et éduquer en s'appuyant sur le réseau des Aires Marines Educatives(AME), continuer le nettoyage des plages et du port des Sablons en communiquant par exemple l'exposition « Sous les pontons la vie » (en 2022, une exposition photo de la biodiversité marine qui a été installée au port des Sablons suite à la journée de nettoyage du port, l'occasion de présenter au public la beauté des organismes sous-marins). En action 2023, suivi de l'herbier de zostère de La Varde, c'est donc la dernière année de l'étude qui est un site rare et remarquable, un lieu de reproduction exceptionnelle et de nourriture pour beaucoup d'espèces et donc également aller vers la certification « Port propre actif en biodiversité ».

En action numéro 6, Retrouver l'équilibre des écosystèmes en milieu urbain avec pour objectif de poursuivre les plans de gestion et lutte contre les espèces invasives, 5^{ème} cause de la perte de la biodiversité dans le monde, ajuster les campagnes de stérilisation des œufs de goélands et des animaux domestiques errants, réflexion sur la gestion des espèces invasives mais protégées, sensibiliser et éduquer le grand public. Pourquoi un tel déséquilibre ? La destruction des habitats naturels à proximité des villes, le milieu urbain apporte des sources de nourriture à certaines espèces qui prolifèrent et donc s'établissent. Les flux mondiaux dus aux échanges commerciaux et migrations de population, les changements climatiques facilitent l'extension de certaines espèces. Donc en action 2023 : plan de gestion et lutte contre les espèces invasives et suivi du Grand Bé.

La 2ème grande thématique, c'est **Saint-Malo, ville Apaisée** qui concerne plus les usages. Donc, comment intégrer nos usages urbains dans une ville nature ? Une biodiversité riche implique un partage de l'espace et un usage harmonieux de certains espaces afin de respecter les cycles naturels de la faune et de la flore environnante. La ville est une fourmilière qui peut s'avérer hostile à la prospérité des plantes et des animaux, l'éclairage des rues la nuit perturbent les cycles biologiques de nombreuses espèces, l'homme y compris. Nos modes de déplacements motorisés engendrent bruit, pollution et nécessitent des infrastructures imperméables. Nos modes de vie en tant que citoyens, usagers et consommateurs ont donc un impact important sur la

biodiversité. Pour une ville apaisée et vivante, le plan biodiversité propose 5 fiches pour repenser et se réapproprier l'espace urbain en intégrant les principes écologiques favorisant la biodiversité mais aussi le bien-être et le cadre de vie des malouins.

Donc l'action n°7 : restaurer la nuit en agissant sur l'éclairage public, pour respecter les cycles biologiques et donc aller vers une labellisation ville et villages étoilés, opter pour des candélabres et ampoules adaptés, éclairage orienté vers la terre, pas de lumière blanche et donc un schéma directeur de l'éclairage à éteindre au niveau des réservoirs et corridors écologiques principaux. Pour information, beaucoup d'espèces sont nocturnes, 60 % des invertébrés et mammifères, 90 % des amphibiens, 95 % des papillons. L'action déjà en cours, c'est l'expérimentation de l'extinction de l'éclairage public en cours de nuit.

Action n° 8 : repenser les aménagements de la voirie, 60 % de la zone urbaine est artificialisée désormais, seulement 20-30% des eaux de pluie sont absorbées par les sols des zones urbaines, ce qui entravent la circulation naturelle et a pour conséquence des engorgements, des inondations. Il faut donc limiter les surfaces imperméables, c'est donc favoriser la biodiversité, c'est-à-dire permettre au sol de retrouver et de conserver sa vocation d'origine, infiltrer et filtrer l'eau, la dépolluer, l'oxygéner. Nous allons donc avoir des objectifs complémentaires, desimperméabilisations des parkings et des voies de circulation douces avec les voies vertes, prioriser et adapter les différents usages des voiries, priorité au végétal dans les zones de corridors écologiques et végétalisation des pieds de murs, enjeux et bénéfiques, c'est l'adaptabilité de la ville aux changements climatiques, d'améliorer les continuités écologiques en gommant les points de rupture, lutte contre le risque d'appauvrissement, et de destruction des sols et d'améliorer le cadre de vie et la qualité paysagère. Nous allons donc en 2023 commencer le réaménagement du boulevard Douville. Il y a également les projets d'aménagement du parking du Davier et l'expérimentation « Fleurir ma rue - Année 2 ».

Action numéro 9 : responsabiliser les commerces et les entreprises, on en parlait tout à l'heure, donc en objectif le guide des bonnes pratiques pour l'éclairage des commerces, adopter un règlement local de publicité protecteur et intégrant les ceintures vertes du plan de végétalisation, éteindre les parkings et les enseignes, faire appliquer la loi sur l'éclairage, désimperméabiliser les parkings et inciter à développer des espaces refuges de biodiversité. Cela permettra d'améliorer les continuités écologiques en gommant les points de rupture et d'améliorer donc la qualité paysagère. En 2023, comme l'a dit tout à l'heure Florence Abadie, nous essaierons donc de sensibiliser les commerces et les entreprises à l'extinction des enseignes et des vitrines, et donc de faire appliquer la loi et également de nous appuyer sur le règlement local de publicité qui intègre les ceintures vertes du plan de végétalisation. Et nous diffuserons bien sûr le plan biodiversité afin de sensibiliser les commerces et les entreprises.

Action n° 10 : devenir des malouins éco-citoyens donc, avec le guide de la biodiversité à destination des citoyens malouins, le guide « Fleurir ma rue », pérenniser et accompagner ces démarches grands publics, l'Atlas de la biodiversité intercommunale participative avec éventuellement une carte interactive pour développer donc la biodiversité ordinaire, pour lutter contre les espèces exotiques, pour la connaissance de son environnement et toujours améliorer le cadre de vie. Les actions 2023, bien sûr les rendez-vous de la transition écologique avec Saint-Malo Agglomération, la nouvelle

édition de l'opération participative « un jardin, un arbre », la diffusion du plan biodiversité, la plantation participative à la Briantais, le déploiement d'une campagne de communication sensibilisante sur les actions et les perspectives environnementales de la ville.

Et la dernière action, concevoir la ville comestible. Pour information, il y a 32 hectares de baux ruraux, cela fait 600 repas de cantine primaire, l'expérimentation des bacs à compost, la Zac de la Houssaye avec le projet « ici cultivons demain », tout ça a pour objectif d'affirmer une campagne de valorisation des halles et des marchés, de s'impliquer dans le plan alimentaire territorial de Saint-Malo Agglomération, de développer les jardins partagés associatifs, de soutenir une agriculture nourricière et agro écologique locale, de s'appuyer sur les producteurs locaux pour approvisionner les cantines afin de maintenir et développer la biodiversité et de conserver une qualité des produits alimentaires et la santé.

En conclusion donc, dans ce contexte de changement climatique, qui est environnemental, des menaces sont identifiées, entraînant des impacts locaux : l'augmentation d'un degré en moyenne de la température à Saint-Malo depuis 1979, l'élévation du niveau marin de 3,5 millimètres par an, la sécheresse et les diminutions de la ressource en eau potable comme on a pu le voir cet été. Face à ce constat, il est grand temps d'œuvrer pour retrouver des écosystèmes sains et il est nécessaire de s'adapter à ces changements en évoluant vers une ville plus résiliente, naturelle et apaisée. La Ville de Saint-Malo, souvent considérée comme très minéralisée avec son cœur historique, demeure néanmoins très ouverte sur la nature. L'élaboration de plan stratégique à l'échelle de la ville sur des thématiques telles que la mobilité, l'éclairage public, le bruit, la végétalisation amène des réflexions et des actions multiples portées par les services pour restaurer, préserver et développer la biodiversité. La Ville de Saint-Malo se dote donc d'un véritable outil de stratégie grâce à ce plan dans une volonté de transversalité, en lien avec les différents outils de programmation, le PLU, Gemapi, le plan climat. En 2022, plusieurs réunions et ateliers de travail impliquant les élus et les services municipaux ont permis de construire ce document, expression écrite de la politique environnementale de la collectivité. Ce plan a été élaboré en cohérence avec les plans et les schémas nationaux et régionaux, documents stratégiques consultables par tous les malouins. Il répond aux enjeux de demain et présente les actions pour 2023. Ce plan de biodiversité se voudra évolutif et sera également enrichi au fur et à mesure de sa mise en œuvre. La volonté est, bien sûr, de l'étendre davantage afin que son impact soit de plus en plus positif. Je pense notamment à une plus grande sensibilisation auprès des acteurs immobiliers et commerciaux. La démarche est engagée, la volonté est là, les actions concrètes aussi. La responsabilité, naturellement, ne repose pas uniquement sur l'individu mais bien sur les collectifs impliqués comme la Ville de Saint-Malo dans la mise en œuvre des activités les plus dommageables à la biodiversité. Cependant, tout acteur ou tout citoyen par sa prise de conscience et ses choix de consommation peut contribuer au changement en profondeur de la société pour transformer nos modèles et opérer une transition écologique vertueuse favorable à la biodiversité. C'est donc tous ensemble que nous pourrions essayer de limiter l'impact sur la nature à Saint-Malo, pas à pas. Pour toutes ces raisons, il est urgent d'agir au cœur de nos politiques. C'est ce que la ville de Saint-Malo a décidé de faire sur nos territoires, ensemble, et Saint-Malo se doit de tout faire pour être exemplaire tout en prenant en compte bien sûr, les contraintes de moyens humains et budgétaires. Je vous remercie de votre attention.

M. Gilles Lurton :

Merci Céline, pour cette présentation sur laquelle je n'ai vraiment rien à ajouter et en tout cas la volonté est là. La volonté est très forte et je sens bien que c'est en train de se concrétiser. Voilà super, écoutez, j'ouvre le débat. S'il y a des volontés de prise de parole ? Pas de demande de prise de parole Eh bien écoutez, je mets aux voix ce plan biodiversité. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Des abstentions ?

La délibération est adoptée à l'unanimité et je vous en remercie. J'espère que Monsieur Bastide aura le même succès sur le plan de végétalisation de la ville de Saint-Malo.

- - - - -

- 25 - Plan de végétalisation de la Ville de Saint-Malo*Présentation Power Point***M. Christophe Bastide :**

J'en doute et ça n'est pas une aspiration. Je vais essayer d'être synthétique. Beaucoup de choses ont été dites puisque les 2 sujets se recoupent. On a parlé de la biodiversité, là, nous allons parler d'un moyen qui permet le développement et le maintien de la biodiversité. C'est la végétalisation, donc nous souhaitons prendre soin de notre faune, de notre flore, mais également de notre patrimoine naturel au sens large. C'est un objectif qui a été rappelé, c'est un objectif politique qui, comme Monsieur le Maire l'a rappelé, est un objectif prioritaire. C'est le premier objectif dans le plan d'aménagement et de développement durables qui est un document très important dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme. Donc je vous propose de parcourir ce diaporama et je zoomerai sur certains points particuliers. Donc en annexe, vous avez sans doute lu attentivement tous les documents, il y a 3 documents. Il y a une feuille de route, il y a un diagnostic et un bilan de concertation puisque la concertation, on en a parlé pour plusieurs sujets, mais c'est vraiment une marque de fabrique. On souhaite vraiment que les habitants soient associés au projet. Et le 3^{ème} document, ce sont les fiches actions qui permettent de déployer une stratégie. C'est donc la tactique pour arriver aux objectifs définis. Dans cette synthèse, on rappellera les actions existantes. Il y a eu un diagnostic cartographique de réalisé sur toute la ville et participatif puisque la population a été associée par un questionnaire, mais également par des balades urbaines. Il y a eu plus de 17 km parcourus dans la ville et les avis des habitants ont été recueillis, des habitants des différents quartiers. Le 3^{ème} point, c'est le principe des ceintures vertes puisqu' on le sait, à l'est de la commune, il y a un grand espace rural et il y a une ceinture verte qui va de la Briantais jusqu'à la Varde, avec toutefois des ruptures et un des objectifs de ce plan de végétalisation, c'est de créer une vraie liaison entre la Varde et la Briantais. On rappellera les grands objectifs du plan de Végétalisation. Céline a parlé de certains de ses objectifs et puis les fiches thématiques pour végétaliser Saint-Malo. Nous n'avons pas attendu ce plan pour commencer le travail. Dès notre élection en 2020, il y a eu des actions assez ambitieuses qui ont été menées. Alors quelles sont les actions déjà existantes ? L'opération « un arbre, un jardin » dont tout le monde a entendu parler. Elle a remporté un franc succès puisqu'il y a eu 3 000 arbres distribués, arbres et végétaux distribués depuis l'an 2020. Ça permet à la population de planter chez elle dans son jardin ou sur son balcon désormais des végétaux. C'est une opération qui, chaque année, grâce au service des espaces verts et

puis à la cellule développement durable de la Ville, remporte un franc succès. Il y a eu le déploiement de mini forêts urbaines. Nous avons identifié différentes zones, 3 sites pour l'instant sur 2 hectares et demi, ce qui a permis de planter 3 000 arbres et il y a eu, comme Céline l'a rappelé, une plantation participative avec des jeunes. Cette opération était soutenue par le programme Breiz Biodiv' de la Fondation Biodiv' avec la Région, avec un accompagnement de l'Office National des Forêts. Il ne s'agit pas de parc urbain, il s'agit bien de forêts urbaines dans des sites qui n'avaient pas d'usage, nous allons continuer à chercher des emplacements. Évidemment, c'est très difficile, mais, nous continuons cette quête. En ce qui concerne les haies bocagères, c'est un programme qui a très bien fonctionné, nous sommes accompagnés par le programme Breizh Bocage et depuis 2020, il y a eu plus de 5 km de haies bocagères plantées. Alors cela a des effets bénéfiques pour la faune, mais également pour éviter l'érosion des sols et pour éviter les inondations, ce sont des sujets qu'on connaît bien, en particulier dans le coin de la Gilbardais près du Routhouan donc, 5 km de haies bocagères, 3 500 arbres plantés et d'ici la fin du mandat, il y aura 500 arbres supplémentaires plantés en particulier sur les limites des parcelles qui appartiennent à la ville et qui font l'objet de baux ruraux. Vous avez le plan en annexe. Il y a eu, comme je le disais, un diagnostic cartographique et participatif pour identifier la biodiversité et la végétalisation qui existait déjà, pour identifier les zones perméables et les zones imperméables, et pour définir également l'accessibilité aux espaces verts. On se rend compte que la majeure partie de la population de Saint-Malo est à moins de 10 min d'un parc, et certains de ces parcs sont d'ailleurs totalement inconnus de la population, y compris des riverains. Que souhaitent les malouins ? Ils souhaitent développer la végétalisation des espaces urbains existants, valoriser les espaces verts existants, protéger le littoral malouin, planter plus d'arbres dans les parcs, les jardins publics, les espaces verts et les places publiques, mais également installer des aménagements pour la faune, comme l'indiquait tout à l'heure Céline. Cette identification des zones végétalisées a permis d'identifier des zones prioritaires où tous les efforts seront concentrés. Alors végétaliser, ça peut prendre plusieurs formes. Nous avons parlé des forêts urbaines, nous avons parlé des haies bocagères, mais il y a bien d'autres façons de végétaliser la ville. Le 3^{ème} point important, c'est la découverte de cette ceinture verte. La redécouverte de cette ceinture verte que nous souhaitons renforcer, avec 3 points d'accroche, la Varde, la Briantais et l'hippodrome qui se trouvent au centre de ce dispositif. Avec à peu près à chaque fois la même superficie entre ces 3 points. Les étoiles rouges constituent des ruptures au sein de cette ceinture verte. Les grands objectifs du plan de Végétalisation, c'est préserver et restaurer la biodiversité, adapter la ville aux changements climatiques parce qu'on sait qu'une ville verte est une ville où il fait moins chaud et c'est une ville qui s'adapte plus facilement au changement climatique et créer un environnement sain et de qualité pour les malouins, c'est-à-dire améliorer le cadre de vie. Sur la carte qui est à droite, on voit en orange les 32 hectares de terres agricoles qui sont exploitées surtout à Rothéneuf et à Quelmer. On voit également les parcs publics ou privés. En rouge, on voit les espaces verts et puis également les cours d'école qui souvent sont noirs et totalement imperméables. On voit les parkings également, qui sont la plupart du temps imperméables. À l'exception de celui de la Briantais presque tous les autres sont recouverts de bitumes. Donc, nous avons identifié plusieurs sites qui pouvaient faire l'objet d'un aménagement végétalisé. Il y a eu une étude de programmation sur plusieurs sites. Le choix n'a pas été fait définitivement parce qu'il faut tenir compte des autres contraintes, mais cette identification a été faite. Il y a 12 thématiques et nous souhaitons proposer des aménagements adaptés. On se pose par exemple des

questions sur la grande pelouse qui est près de l'ancien Intermarché, près du commissariat de police. On se pose des questions également sur le parking de Rocabey, on se pose des questions sur des cours d'école, par exemple à Rocabey. Tous ces sujets sont sur la table et nous avons, vous l'avez vu dans les annexes, identifié pour chaque site, le coût, la surface et le nombre d'arbres que nous pourrions planter par zone. C'est le 5ème point, des fiches thématiques qui ont été établies. Il y a une douzaine de fiches thématiques. Vous pouvez évidemment regarder le détail, comment faire pour renforcer la végétalisation des places et des placettes, comment faire pour limiter le caractère imperméable des parkings, des cours d'école, des voies, des voies vertes ? Comment faire pour mettre en valeur les délaissés en ville ? Nous avons des délaissés, des zones avec une faible qualité végétale, des pelouses où on peut faire beaucoup mieux. Et puis, il faut également renforcer la végétalisation et l'accessibilité des parcs existants qui ne sont pas dépourvus de qualité, mais qui sont rares, qui ne sont pas toujours connus des habitants. Il y a également la végétalisation des toits, des toitures avec des expérimentations, Céline a parlé tout à l'heure des permis de végétaliser devant chez soi, en particulier rue de l'Abbé Fouré également. Et donc nous avons des fiches thématiques pour chaque action avec une identification, une estimation des résultats. Alors en ce qui concerne les haies bocagères, on voit qu'il y a eu un programme extrêmement intensif pendant les 3 dernières années, donc, 2020 21, 22, alors pourquoi ça décroît ? Parce qu'évidemment les derniers mètres sont les plus difficiles à conquérir. Quand nous avons tout planté, c'est beaucoup plus compliqué et c'est un peu comme pour le déploiement de la fibre, les derniers points sont les plus compliqués donc on prévoit sur les 3 prochaines années 500 spécimens à planter en bordure de champ. En ce qui concerne les forêts urbaines, on a planté 1,5 hectare. Là, on prévoit de planter 1,5 hectare d'ici la fin du mandat, mais nous allons chercher d'autres espaces. Et en ce qui concerne les espaces privés, alors ça, c'est le programme le plus simple à mettre en œuvre, il y a une grosse question d'organisation, mais ce sont les habitants qui plantent, ce sont les habitants qui s'engagent à ne pas utiliser de produits phytosanitaires. Donc on pense que cette opération remportera un franc succès sur les 3 prochaines années. Il y a également le renforcement des espaces végétaux dans les OAP et les futurs ZAC, puisqu'on en a déjà parlé, mais la partie très importante de l'urbanisation, se fera dans des zones bien identifiées avec une maîtrise publique et cela permettra de prévoir la végétalisation de ces zones. Donc je ne vais pas rentrer dans le détail des documents qui sont assez volumineux, je pense que tout le monde a pu les consulter et on vous propose d'adopter ce plan de végétalisation qui permet d'exposer une stratégie et de mettre en œuvre une tactique sur les 3 années à venir.

M. Gilles Lurton :

Merci beaucoup Christophe pour cette présentation extrêmement claire également. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Monsieur Leconte.

M. Johann Leconte :

Bien écoutez c'est, une question qui me vient à l'esprit parce que ces 2 plans qu'on vient de voir sont un très beau travail d'analyse et de perspective, mais qui va se confronter au point qu'on a vu tout à l'heure, le plan local de l'habitat et sur l'urbanisation qui ne freine pas et à un moment donné, comment va-t-on faire pour concilier à la fois cette volonté de préservation de la biodiversité et ce plan de végétalisation de la ville sans faire disparaître de grands territoires au bénéfice de construction immobilière ? Et alors j'entends qu'il faut construire. J'ai quand même du mal à être convaincu sur le nombre.

Je ne suis pas un spécialiste de la question donc je ne prétends pas avoir un avis éclairé sur le sujet. En attendant, si on maintient ce nombre de constructions, ça a un impact sur la disparition d'espaces verts et donc sur ce plan de végétalisation ou ce plan de préservation de la biodiversité qui vont avoir du mal à lutter contre cette urbanisation qui encore une fois ne freine pas pour l'instant.

M. Gilles Lurton :

C'est effectivement toute la difficulté du travail que nous avons à mener et nous n'y réussissons que par une volonté politique extrêmement forte en associant l'ensemble des aménageurs à nos opérations, comme nous l'avons fait dans le cadre de la concertation sur la zone d'aménagement concertée de la Houssaye. Je vous assure que les réunions de concertation ont vraiment, j'ai assisté à toutes, démontré qu'il y avait moyen de concilier habitat et préservation de la biodiversité, habitat et végétalisation des espaces. On a, pendant ces réunions de concertation, ça a créé des interrogations, sur les surfaces, mais il nous faut maintenir des surfaces de végétalisation dans nos lotissements et il nous faut aussi construire du logement. Je peux vous assurer que dans le cadre de l'évolution du travail sur le plan local d'urbanisme, je dois dire qu'aujourd'hui, heureusement que nous avons mis 500 logements, heureusement, parce que nous aurions eu beaucoup, beaucoup de mal à faire adopter le PLU quand nous l'adopterons, à moins de 530 logements avec les logements reconversion. Aujourd'hui, nous avons quand même des exigences liées aux différentes lois qui nous tombent dessus en matière de logement, nous avons des exigences en matière d'afflux de population sur le Département d'Ille-et-Vilaine et en Bretagne dans les années à venir. Aujourd'hui, les chiffres nous démontrent que nous allons devoir accueillir de la population supplémentaire dans les années à venir. Donc, tout ça me conduit à penser que j'espère arriver à tenir les 500 logements, j'espère arriver à les tenir jusqu'à la fin du PLU. Je préfère vous le dire comme ça, je pense que nous y arriverons si nous savons le justifier. Mais j'espère arriver à les tenir parce que certains nous disent il faudrait aller beaucoup plus loin, et vous avez un rôle de ville-centre et notre rôle de ville-centre, nous voulons l'assumer avec les orientations politiques que nous avons fixées en matière de biodiversité, en matière de végétalisation et en matière de construction. C'est une politique très difficile à mettre en place, c'est une politique qui ne remporte pas l'adhésion des populations. C'est une politique, la préparation sociale des populations aux lois qui ont été votées pendant ces dernières années par le Parlement n'a pas du tout été travaillée, je le dis comme je le pense et aujourd'hui nous avons un très grand effort de pédagogie, de communication et de concertation à réaliser. On a essayé de le faire avec la charte de la construction et de l'aménagement durable, en imposant de la concertation. Il va sans doute nous falloir aller encore plus loin, c'est presque un travail cousu main, un travail individuel qu'il va falloir faire pour convaincre qu'à certains endroits, il va falloir construire et à d'autres endroits, il va falloir préserver. Et quand je dis préserver, c'est préserver la végétalisation, c'est préserver la biodiversité, c'est préserver aussi un patrimoine bâti auquel nous tenons. Et quand je parle de patrimoine bâti, je ne parle pas que de la partie de l'Intra-Muros, j'en parle bien sûr, mais je parle de toute une série de patrimoine qui a été identifiée dans le cadre de l'étude patrimoniale qui peut sans doute être complétée, qui n'est pas forcément parfaite qui peut encore comporter d'autres éléments. Mais oui, nous avons aussi à travailler cela. Toutes les villes sont confrontées à ça aujourd'hui, il n'y a pas que nous. Il faut que nous ayons pleinement conscience de cela. La loi, elle est ce qu'elle est. Aujourd'hui, j'entends, je ne vois pas comment je ferai autrement d'ailleurs, j'entends appliquer la loi. Mais Céline, tu

veux peut-être me compléter ou Christophe, je vous en prie. Allez-y ! Mme Desquesses.

Mme Caroline Desquesses :

Moi, je voudrais aussi parler des réunions de concertation qui ont lieu actuellement pour le boulevard Douville et remercier donc les services et Monsieur Perrin puisque la nature a aussi toute sa place en ville et le maintien des arbres, notamment dans le cadre du réaménagement du boulevard Douville. Donc je vous invite à venir à ces réunions qui sont importantes et où on insiste aussi sur la nature en ville, c'est très important sur la biodiversité et le maintien des espaces verts en ville. Et donc je maintiens et remercie encore de nouveau les services qui font un très gros travail sur ce boulevard structurant de la Ville de Saint-Malo.

M. Gilles Lurton :

Monsieur Bastide.

M. Christophe Bastide :

Oui, Monsieur Leconte, effectivement, il s'agit d'un exercice compliqué puisqu'il y a des contraintes multiples. Vous en avez cité d'autres tout à l'heure. Mais l'un n'empêche pas l'autre, notre patrimoine architectural, notre patrimoine naturel. Nous y sommes tous attachés. C'est ce qui fait la richesse de notre ville. Ce sont des outils de développement économique parce que c'est ça qui attire une population, c'est ce qui attire également des emplois, donc nous y sommes très attachés et nous ferons tout pour les défendre. Et la perspective d'un nouveau plan local d'urbanisme se rapproche et tout le monde constatera que ce PLU permet de répondre à ces préoccupations, permet de concilier ces contraintes puisqu'il y aura plus de 80 % de la ville où il n'y aura pas de développement urbain important, plus de 85 % et le fait d'avoir des zones spécifiques avec un développement urbain permettra justement d'éviter une disparition du tissu végétal qui est très important aussi pour les habitants. On parle de la faune, mais on doit également parler des habitants qui sont les premiers concernés et on sait à quel point les habitants de Saint-Malo sont attachés à leur cadre de vie.

M. Gilles Lurton :

Oui, Madame Beaudout, vous avez la parole et après Madame Le Gagne.

Mme Sophie Beaudout :

Merci Monsieur le Maire, j'étais juste en train de reparcourir la présentation. Et j'étais en page 30 et je voyais que dans le secteur de Saint Servan, il est imaginé, végétaliser les espaces herbus et donc je tenais à souligner à quel point nous nous réjouissons de nous être opposés à la cession, suite à une occupation sans titre de cet espace et de voir qu'il va être utilisé au bénéfice des habitants et pour la végétalisation de la ville. Donc voilà, c'était juste pour partager notre satisfaction sur ce point.

M. Gilles Lurton :

Très bien, je vous en remercie, Madame Le Gagne.

Mme Anne Le Gagne :

Merci Monsieur le Maire, remercier à la fois les 2 rapporteurs sur le plan de biodiversité, le plan de végétalisation de la Ville qui effectivement mettent en exergue, et je reprends exactement ce que nous avons sur nos tablettes, le fait de créer un environnement sain

pour les habitants, d'attirer l'attention et sur l'environnement favorable à la nature, au bien-être et à la santé des malouines et des malouines, et en particulier sur la qualité de l'eau et la qualité de l'air. Nous savons qu'au niveau national, il y a un vrai sujet de qualité de l'air intérieur, et que la mauvaise qualité de l'air intérieur puisque vous parliez des écoles constitue un vrai enjeu de santé publique est estimé à plus de 19 milliards par an pour la France et pensons bien sûr donc aux enfants qui passent un tiers de leur temps dans les écoles et dans les crèches. Mais je voulais, puisque nous parlons effectivement de plan de végétalisation puis de plan de biodiversité, de créer un environnement sain pour les habitants, attirer l'attention sur la qualité de l'air extérieur et que les études qui se succèdent, en particulier les dernières en octobre 2022, mettent en avant les risques d'exposition à la pollution atmosphérique et en particulier sur certaines pathologies cancéreuses. Régionalement, la Bretagne sur Air Breizh a fait part de ses inquiétudes sur la région Bretagne en particulier, sur la présence de particules, fines et des conséquences en termes de morbi-mortalité. Plus d'une surmortalité de plus de 2 000 décès en Bretagne et localement, Saint-Malo, les données d'Air Breizh mettent en évidence une surconcentration de PM₁₀ par rapport à Rennes et par rapport aux autres villes de Bretagne et aux recommandations de l'OMS qui posent la question d'une éventuelle sur mortalité évitable, y compris dans notre ville. Il existe, selon Air Breizh, à Saint-Malo, des pics nocturnes des surémissions de particules, ainsi que des questions sur certaines particules. C'est une vraie préoccupation environnementale, une vraie préoccupation de santé publique pour laquelle effectivement, nous souhaitons en tous les cas vous faire part de toute notre envie, que les soucis de végétalisation, des soucis de biodiversité aboutissent aussi à des exemples sur la qualité de l'air, à la fois comme citoyenne, comme médecin. C'est une véritable préoccupation pour moi.

M. Gilles Lurton :

Très bien et bien c'est aussi pleinement pris en compte par l'équipe que je dirige. Nous aurons à communiquer prochainement sur ces sujets, en toute transparence, parce que évidemment que les résultats d'Air Breizh, nous en avons communication et nous travaillons presque au quotidien avec Air Breizh sur ce sujet. Oui, nous avons un travail à faire là-dessus, travail qui a été entrepris à Saint-Malo Agglomération parce que nous savons que les pics de circulation peuvent être générateurs d'augmentation de taux de particules, que ce soit les particules PM₁₀ ou les PM₂₅, peu importe c'est tout aussi nocif de toute façon. Quand nous faisons le choix, par exemple à Saint-Malo Agglomération de remplacer notre système de transport urbain, mais également notre système de benne à ordures ménagères par un équipement alimenté pour le moment au bio GNV, ultérieurement, en 2025-2026, je l'espère à l'hydrogène largement moins polluant, mais je dirais même presque à 100 % moins polluant que des véhicules diesel classiques, nous avons entamé une politique de contribution à l'amélioration de la qualité d'air. Il y a toute une série d'opérations de ce type que nous pouvons encore réaliser. Nous y travaillons en lien avec le Pays de Saint-Malo et le Contrat Local de Santé qui est pleinement saisi de ce dossier. J'ai la chance de présider le contrat local de santé au sein du Pays de Saint-Malo. Et je vous assure que là-dessus nous aurons à agir en toute transparence, parce que nous nous sommes engagés à être transparents, mais également à proposer toutes les solutions possibles pour que nous puissions parvenir à rassurer l'ensemble de la population sur la qualité de l'air, c'est pleinement intégré à la fois dans les plans nouvellement présentés, mais dans toutes nos politiques. Leur objectif, c'est vraiment de parvenir à des améliorations de ce type de difficulté. Est-ce

qu'il y a d'autres questions ? Pas d'autres questions et bien dans ces cas-là, je vais mettre aux voix cette délibération sur le plan de végétalisation de la ville de Saint-Malo. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Il n'y en a pas. Des abstentions ? il n'y en a pas. La délibération est adoptée.

- = - = - = -

- 26 - Occupation du domaine public - Modification de tarifs 2023

M. Bigaud rapporte la délibération n°24.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- = - = - = -

- 27 - Renouvellement de la labellisation "Promeneurs du Net" du Service Info Jeunes (SIJ)

M. Feige rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- = - = - = -

- 28 - Festival Etonnants Voyageurs - Convention pluriannuelle et pluripartite d'objectifs entre l'Association et la Ville de Saint-Malo, la Région Bretagne et le Département d'Ille-et-Vilaine - Editions 2023 - 2024 - 2025

Mme Krauss rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- = - = - = -

- 29 - Avenant financier à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association Quai des Bulles pour l'organisation du Festival de la Bande Dessinée et de l'Image Projetée - Edition 2023

M. Gilles Lurton :

Monsieur Lecomte quitte la salle pour le temps de la délibération.

Mme Renard rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- = - = - = -

- 30 - Avenant financier à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association Rock Tympan pour l'organisation du Festival la Route du Rock - Collections Hiver et Eté- Edition 2023

Mme Renard rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 31 - Avenant financier à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association Musique au Large pour l'organisation du Festival Classique au Large - Edition 2023

Mme Renard rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 32 - Service des Bibliothèques - Adhésion à l'Association Image en Bibliothèque

Mme Danino-Soisson rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 33 - Service des Bibliothèques - Adhésion à l'Association pour la Coopération des professionnels de l'Information Musicale

Mme Danino-Soisson rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 34 - Délégation de Service Public des Théâtres - Culture et Avenir - Modification de la grille tarifaire au titre de l'année 2023/2024

M. Gilles Lurton :

Je vais demander à Madame Leprizé de bien vouloir sortir. Monsieur Hardoin.

M. Jacques Hardoin :

Merci Monsieur le Maire, permettez-moi avant de vous présenter cette délibération sur les tarifs de donner à notre conseil quelques infos sur la vie de de nos théâtres. Je dois dire que je suis autant plus à l'aise pour le faire ce soir que ma collègue l'adjointe à la

culture n'est pas là et comme ça, je n'aurais pas heurté sa modestie, et je n'aurai pas voulu qu'elle en souffre. En effet, je voudrais saluer devant vous quand même le choix absolument audacieux et innovant qui nous avait été proposé par notre collègue en 2021 en nous proposant, avec sa direction de la culture de choisir « Culture et Avenir » pour la délégation de services publics. Je crois qu'on peut vraiment aujourd'hui se réjouir de ce choix en vous donnant quelques chiffres : il y a eu 40 manifestations qui étaient programmées de septembre à décembre 2022 : 13 représentations tout public, mais surtout 12 représentations jeune public. Pour information, ces 40 manifestations sont rapprochées des 60 manifestations qui étaient programmées sur l'ensemble de la saison précédemment par le précédent délégataire. C'est plus de 10 000 spectateurs qui ont participé à la vie des théâtres dans les 4 derniers mois de l'année 2022 et sur ces 10 000 spectateurs, il y avait 3 500 jeunes qui ont été accueillis entre septembre et décembre, donc à plus d'un tiers de jeune public, je pense, c'est un point assez remarquable. Il y a eu également 3 200 élèves originaires d'une quarantaine d'établissements qui ont assisté à une représentation scolaire. C'est aussi le signe que les enseignants suivent cette politique de programmation d'« Avenir et Culture » et amènent les enfants au théâtre. Il en est pareil du nombre de cartes d'abonnement vendues et également « Avenir et Culture » a fait vraiment un marqueur de son activité sur la création des compagnies professionnelles locales. Quatre aujourd'hui travaillent avec les théâtres et un compagnonnage avec la compagnie de La Levée de Mathilde Martinage est en place. Donc, vous voyez des actions culturelles nombreuses, vraiment orientées dans le sens qui avait été donné par l'adjointe à la culture, à cette délégation d'aller plus vers les malouins, de faire naître davantage intégré à la vie des malouins, donc des voyants qui sont vraiment au vert et qui seront sans doute confortés par le bilan annuel qui nous sera remis par le délégataire au mois de mai.

Monsieur Hardoin rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 35 - Participation financière de la Ville de Saint-Malo à une opération culturelle autour du film "Les Trois Mousquetaires"

M. Séné rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 36 - Convention attributive entre la Ville de Saint-Malo et l'association des Corsaires Malouins pour la fête des corsaires 2023

M. Kinié rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 37 - Partenariat avec le Centre de Gestion dans le cadre des périodes de préparation au reclassement des agents

M. Gilles Lurton :

Je vais demander à M. Crance, à Mme Laude, à Mme Crance et à Madame LepPrizé de bien vouloir sortir, pareil pour la délibération n° 38 et pareil pour la délibération n° 39. Je donne la parole à Mme Le Rouillé.

Mme Le Rouillé rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 38 - Adhésion à la procédure de médiation préalable obligatoire avec le Centre de Gestion

Mme Burgaleta-Bouvier rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 39 - Mandatement du Centre de Gestion dans le cadre d'une mise en concurrence en matière d'assurance statutaire du personnel

Mme Burgaleta-Bouvier rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- 40 - Avenant à la convention fixant la participation financière aux repas pris par les agents dans les restaurants de l'association Ty al Levenez

M. Gilles Lurton :

Les personnes qui sont dehors, peuvent rentrer en séance et M. Kinié quitte la salle.

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 41 - Convention de mise à disposition d'un médecin pédiatre

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 42 - Actualisation du tableau des emplois permanents

M. Crance rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation, ni de débat.

- - - - -

- 43 - Modification de la composition de la commission extra-municipale Patrimoine

M. Bastide rapporte la délibération.

M. Gilles Lurton :

Est-ce qu'il y a des questions ? Monsieur Petout était membre de la Commission patrimoine en tant que conservateur des musées et il devient au titre de ses qualifications en matière historique sur Saint-Malo membre en fonction de ses qualifications, à part entière. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Pas d'oppositions. Des abstentions ? Pas d'abstentions. La délibération est adoptée.

- - - - -

- 44 - Adhésion à l'association du Collectif des Maires des communes des bords de Rance

M. Lurton rapporte la délibération.

Mme Sophie Beaudout :

Merci Monsieur le Maire. Bien sûr, il faut adhérer, c'est un sujet important. Ma question porte plutôt sur, est-ce que vous pourriez ou est-ce qu'il a été fait ou est-ce que vous avez prévu de faire un point sur les travaux qui sont faits, les avancées pour qu'on ait un état des lieux de ce qui se passe au niveau de la Rance ?

M. Gilles Lurton :

Écoutez, oui, c'est une bonne question. Je n'ai pas prévu de le faire, mais je pense que cela peut être fait, il faudrait le faire en commission dans ces cas-là, en commission pour réinviter, Monsieur le Président de l'Etablissement Public Territorial de Basse Rance-Frémur (EPTP), qui est Monsieur Jean-Malo Corné et on pourrait lui demander, avec sa directrice de nous présenter l'état d'avancement de ses travaux. Ça ne pose aucune difficulté, donc je pense qu'on pourrait demander à Madame Roche, qui préside la commission environnement de faire un sujet là-dessus.

Mme Céline Roche :

Oui, juste pour dire que justement, j'en ai discuté avec Jean Malo Corné lors d'une

réunion et il était demandeur de venir nous présenter en commission environnement, donc ça tombe très bien.

M. Gilles Lurton :

Ça tombe très bien, voilà. Parfait. Est-ce qu'il y a des oppositions à ce qu'on adhère à l'association ? Oui, Madame Le Gagne.

Mme Anne Le Gagne :

Est-ce que, de façon dérogatoire et exceptionnelle, des membres des personnes qui ne font pas partie de la commission environnement, pourraient participer à ce point-là ?

M. Gilles Lurton :

Il n'y a aucune difficulté, ce sera avec plaisir que nous vous accueillons.

Mme Anne Le Gagne :

Très bien, je vous remercie de votre attention.

M. Gilles Lurton :

Voilà, je disais faire voter, pas d'opposition ? pas d'abstention ? la délibération est adoptée.

- - - - -

La séance est levée à 21h30.

Le 13 avril 2023

PROCES-VERBAL

du Conseil Municipal de la Ville de Saint-Malo

Séance Publique du 09 février 2023 tenue à l'Hôtel de Ville à 18h30, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 43

Nombre de Conseillers effectivement présents : 34

Nombre de pouvoirs : 09

Quorum : 22

Date de transmission de la convocation, de l'ordre du jour et des exposés des rapports aux Conseillers Municipaux : 03 février 2022

Date d'affichage de la convocation : 03 février 2023

Date de publication de la séance : 10 février 2023

Le Président de séance, M. Gilles LURTON, rappelle que le Procès-verbal de la Séance du 09 février 2023, ainsi que l'annexe récapitulative des observations éventuelles, complétée le cas échéant par les observations orales formulées ce jour en séance ont été adressés à tous les Membres du Conseil Municipal.

M. Gilles LURTON soumet alors le procès-verbal à l'approbation de l'Assemblée qui l'approuve à l'unanimité.

Le Président de séance
Gille LURTON



Le(s) Secrétaire(s)
Florian BIGAUD

